

N. 62

SEANCES DU MERCREDI 18 JUIN 1980
VERGADERINGEN VAN WOENSDAG 18 JUNI 1980

SEANCE PUBLIQUE
DE LA SECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES
OPENBARE VERGADERING
VAN DE AFDELING ECONOMISCHE AANGELEGENHEDEN

SEANCE DU MATIN
OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE :

CONGES :

Page 1830.

PROJETS DE LOI (Discussion) :

Projet de loi contenant le budget du ministère des Affaires économiques de l'année budgétaire 1980.

Projet de loi ajustant le budget du ministère des Affaires économiques de l'année budgétaire 1979.

Discussion générale. — *Orateurs* : MM. de Wasseige, Van den Eynden, Kuylen, Sondag, Van Elsen, Nutkewitz, p. 1830.

INHOUDSOPGAVE :

VERLOF :

Bladzijde 1830.

ONTWERPEN VAN WET (Bespreking) :

Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Economische Zaken voor het begrotingsjaar 1980.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Economische Zaken voor het begrotingsjaar 1979.

Algemene bespreking. — *Sprekers* : de heren de Wasseige, Van den Eynden, Kuylen, Sondag, Van Elsen, Nutkewitz, blz. 1830.

PRESIDENCE DE M. BOEY, VICE-PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER BOEY, ONDERVOORZITTER

M. Mesotten, secrétaire, prend place au bureau.

De heer Mesotten, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 10 h 05 m.

De vergadering wordt geopend te 10 u. 05 m.

CONGES — VERLOF

MM. Canipel, pour raison de santé; Gerits, en raison d'un deuil familial; Dalem, en raison d'autres devoirs; Croux, en mission à l'étranger, demandent d'excuser leur absence à la présente séance.

Afwezig met bericht van verhindering : de heren Canipel, wegens gezondheidsredenen; Gerits, wegens familierouw; Dalem, wegens andere bezigheden; Croux, met opdracht in het buitenland.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DES
AFFAIRES ÉCONOMIQUES DE L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1980PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DES
AFFAIRES ÉCONOMIQUES DE L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1979

Discussion générale

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET
MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1980ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE
BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN ECONOMISCHE
ZAKEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1979

Algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous abordons l'examen des projets de loi relatifs au budget du ministère des Affaires économiques.

Wij vatten de beraadslaging aan over de ontwerpen van wet betreffende de begroting van het ministerie van Economische Zaken.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, nous devons discuter un budget important étant donné les effets qu'il a et peut avoir sur les développements industriels, scientifique et énergétique du pays.

Non seulement ce budget vient en discussion lorsque la moitié de l'année est déjà écoulée et cela n'est pas dû aux péripéties gouvernementales : voyez la date du dépôt de ce budget, le 25 février 1980. Il y a donc un retard considérable; ce budget aurait dû être déposé pour octobre 1979. A cette époque, il y avait un gouvernement stable, puisqu'il n'a commencé à vaciller qu'après le congrès du CVP de la mi-décembre.

Ce ne sont pas, non plus, les hésitations dans les compétences qui ont pu retarder l'élaboration de ce budget, qui ne comporte pas de ces « matières personnalisables » qui voyagent d'un budget à l'autre, national, régional ou communautaire.

Plus grave encore, l'an dernier, à peu près à pareille époque, nous examinons ce même budget aussi largement entamé que celui de cette année et l'on disait comme imminent le dépôt d'une note gouvernementale sur la politique énergétique.

A l'époque, on a néanmoins voté le budget des Affaires économiques — qui est essentiellement consacré à l'énergie, j'y reviendrai — sans se soucier des choix qui découleraient d'un débat sur l'énergie.

Aujourd'hui, le gouvernement refait la même opération : un budget des Affaires économiques à voter tel quel, sans même que l'on ait abordé la note sur la politique énergétique.

Alors, de deux choses l'une : ou bien l'essentiel se passe aujourd'hui et je le crois, et alors à quoi sert le « débat sur l'énergie » qui nous est proposé, ou bien l'essentiel viendra de ce débat énergétique, mais alors il faut attendre sa conclusion et adapter en conséquence certains postes du budget.

Mais les choses ne sont sérieuses que quand elles s'accompagnent de gros sous : c'est le cas aujourd'hui. La véritable politique de l'énergie, elle, se décide aujourd'hui. C'est pourquoi il faut aborder cette question.

Le budget des Affaires économiques qui nous est présenté porte sur un total de 28 milliards. Les subsides et interventions en faveur des charbonnages représentent 44 p.c. de ce total. L'indépendance énergétique, un tout petit morceau seulement, et les conséquences du passé nous coûtent aujourd'hui annuellement plus de 12 milliards de francs, tandis que l'on consacre à peine la moitié de cette

somme pour les aides sectorielles, les Fonds d'expansion, le Fonds des prototypes et l'Irsia; tout cela ensemble représente à peine la moitié des subsides consacrés aux charbonnages. Il faudrait sans aucun doute revoir fondamentalement notre politique charbonnière. Les charbonnages des bassins Sud sont quasi complètement fermés aujourd'hui; il ne reste plus que le charbonnage de Roton dans la région de Charleroi. La plus grande partie des subsides va, directement ou indirectement, au bassin campinois. Les subsides d'exploitation couvrent la moitié du coût et les ventes couvrent l'autre moitié. D'année en année, la production baisse et les rendements décroissent.

De sept millions de tonnes en 1970, la production n'est plus que d'environ six millions de tonnes maintenant. Les rendements décroissent : de près de 2 000 kilos, ils passent à 1 800 kilos. Si l'on fait la comparaison avec d'autres charbonnages européens, notamment allemands — et je sais que les conditions de gisement y sont différentes —, l'écart est considérable.

La gestion des charbonnages campinois est une gestion privée de laisser-aller; l'Etat paie la note. Quand donc cela changera-t-il? D'année en année, de projet de loi anticrise en loi-programme, on introduit des articles qui permettraient à l'Etat de prendre une participation. Mais aujourd'hui, rien n'est encore fait et rien ne change dans la gestion des charbonnages. Ce qui est vrai pour les charbonnages campinois, les seuls qui restent encore en activité, a été vrai également pour les charbonnages du bassin Sud. Certes, on dira qu'il y a un crédit de cinq milliards de francs pour l'intervention de l'Etat dans le capital de la société KS, mais qu'est-ce que cet article budgétaire irréalisable? Il n'y a pas de loi autorisant l'Etat à prendre une participation dans cette société.

Au moment où sévit ce que l'on appelle la « crise de l'énergie », mais il faudrait s'entendre sur ce terme, l'Etat consacre environ dix milliards de francs par an pour les charbonnages de Campine.

Il reste un charbonnage dans la région de Charleroi, celui de Roton, dont la fermeture est prévue en septembre 1981. Ce charbonnage donne un charbon anthraciteux, qui peut donc être utilisé directement pour le chauffage domestique, au contraire des charbons gras qui sont extraits en Campine.

Dans la région, aussi bien les travailleurs que la direction de la société souhaitent que la vie de ce charbonnage soit prolongée de deux ou trois ans, ce qui est possible compte tenu de ce qui reste du gisement.

Depuis plus d'un an, le problème est posé et est toujours sans réponse. Dans quelques mois, il sera trop tard et on trouvera alors des « raisons techniques » pour justifier la fermeture.

Devra-t-on conclure que la seule explication est politique, puisqu'il n'y a pas de raison économique, étant donné que les rendements de ce charbonnage sont meilleurs que ceux de certains puits d'extraction de Campine?

Or, s'il y a une crise de l'énergie, on constate qu'elle n'existe pas pour tout le monde. Les compagnies pétrolières n'ont jamais réalisé des bénéfices aussi plantureux que ces dernières années. Il y a là quelque chose de choquant : les consommateurs industriels, mais surtout les consommateurs privés et les transporteurs, paient de plus en plus cher. En Belgique, il faut dire que l'Etat fait la partie belle aux pétroliers garantis d'obtenir un prix de vente qui couvre leurs coûts largement calculés et, en outre, basés sur des marchés spéculatifs dont ils tirent eux-mêmes les ficelles.

C'est là le résultat le plus clair du contrat-programme.

Non content de cela, Monsieur le Ministre, les mesures que vous avez prises pour l'hiver 1979-1980 en rationnant les consommateurs privés à 80 p.c. de leurs consommations antérieures ont eu pour résultat que les consommateurs ont payé plus cher car les rabais habituels ont immédiatement disparu et que les distributeurs et revendeurs indépendants ont été progressivement affaiblis, sinon éliminés, au profit des grandes compagnies, ce qui a renforcé encore la majoration des prix.

On pourrait d'ailleurs croire qu'il s'agit peut-être là d'une politique d'affolement, étant donné qu'il n'y a jamais eu aucune difficulté et que pas un seul client n'a ramené sa consommation à 80 p.c., puisqu'il n'y a jamais eu aucune difficulté d'approvisionnement ni aucun contrôle sur ce rationnement.

Du charbon au pétrole, on arrive à l'énergie nucléaire. Deux aspects importants doivent être clairs : le gouvernement affirme qu'il y a un moratoire sur l'énergie nucléaire mais sur quoi porte-t-il exactement?

Personne n'a répondu aux questions précises posées à ce sujet. Je les répète donc. En termes de centrales nucléaires, le moratoire signifie-t-il que l'on mettra en route, sans conditions, Doel III et ensuite Doel IV, Tihange II et ensuite Tihange III? Cela signifie-t-il qu'il n'y aura pas d'autres centrales nucléaires sur le territoire belge,

ni en mer ? Cela signifie-t-il que ni l'Etat, ni des organismes publics belges, ni des sociétés privées belges ne prendront de participations dans des centrales nucléaires étrangères ? Cela signifie-t-il que le gouvernement s'opposera au projet de nouvelles centrales nucléaires qu'envisage l'EDF à Chooz ? Cela signifie-t-il qu'il n'y aura plus d'engagements nouveaux dans le prototype surrégénérateur de Kalkar, puisque les engagements antérieurs ont été tenus ? Cela signifie-t-il que les travaux de remise en marche de l'usine Eurochemic n'auront pas lieu ? Cela signifie-t-il que l'Etat ne prendra aucun engagement nouveau dans le surrégénérateur français Superphénix ?

Une réponse à ces questions est nécessaire, sans cela le moratoire n'a pas beaucoup de sens.

En fait, la politique énergétique qui nous est présentée apparaît clairement dans le dossier et dans le budget, d'une part par une subvention massive des charbonnages de Campine et d'autre part par l'accentuation du choix nucléaire à travers les subsides.

Examinons les chiffres de plus près. Au total, 5,3 milliards de francs sont affectés à la recherche scientifique et aux recherches-développement pour le secteur nucléaire et les autres formes d'énergie.

La répartition est la suivante : 93,3 p.c. pour le nucléaire, 5,3 p.c. pour le charbon et gazéification souterraine, 1,4 p.c. pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, de l'énergie solaire et des recherches générales.

A eux seuls, ces chiffres sont éloquentes et significatifs. Ils ne changent pas fondamentalement si on y ajoute le programme de la politique scientifique de 850 millions en quatre ans, mais dont une bonne partie est affectée à des études économiques et non à des recherches techniques.

Il est donc difficile d'affirmer que tout doit être fait au mieux pour rationaliser l'utilisation de l'énergie et réduire les gaspillages quand on consacre des montants aussi faibles à cet objectif et des sommes aussi considérables au secteur nucléaire.

Certes, il faut faire la différence entre les recherches nucléaires à caractère énergétique et celles à caractère non énergétique.

Parfois il est aisé de fixer cette distinction mais ailleurs c'est beaucoup plus malaisé. Une grande partie de la recherche fondamentale sert aussi bien les aspects énergétiques que les aspects non énergétiques.

Opérons cette distinction dans plus de détails. On trouve alors des choses bien plus surprenantes. Les recherches touchant au surrégénérateur et au retraitement, sans lequel il est inopérant, se chiffrent à un minimum de 2,5 milliards de francs sur le total général de 4,9 milliards de francs, soit plus de la moitié. Mais si l'on ne retient que les dépenses strictement énergétiques, les 2,5 milliards de francs pour le surrégénérateur représentent 83 p.c. du total des dépenses énergétiques. Ce chiffre est énorme et, peut-être, insoupçonné.

Dans la note énergétique du gouvernement, il est dit ceci : « Le gouvernement estime qu'en fonction des perspectives actuelles de développement de la demande énergétique, le recours aux surrégénérateurs ne se justifie pas. »

Mais depuis des années, l'Etat belge est engagé dans un programme considérable en faveur du surrégénérateur, en accord avec la France et l'Allemagne, d'ailleurs.

Il y a là une contradiction fondamentale entre un choix opéré par les techniciens et le conseil d'administration du Cen visant à développer ce secteur et la déclaration du gouvernement.

Tout cela pour arriver à quel résultat ? Selon les techniciens les plus optimistes, un maximum de 10 p.c. de l'électricité produite par la filière des surrégénérateurs aux environs de l'an 2020, soit à peu près 2 p.c. des besoins énergétiques totaux, c'est-à-dire un taux dérisoire.

Si seulement les montants affectés à la recherche étaient utilisés à des formes de meilleur emploi de l'énergie, sur une période de dix ans, on aurait déjà gagné au moins 1 p.c. Il y a donc mieux à faire.

Si ce type de développement avait dû être fait par le privé, jamais il n'aurait eu lieu. Mais les sociétés privées d'électricité en tirent tout le bénéfice. Quel est le secteur industriel qui bénéficie de largesses de l'Etat atteignant 2,5 milliards par an pour la mise au point d'une filière pour l'an 2020 ? Rien ne prouve d'ailleurs que cette filière sera économique et qu'elle sera effectivement utilisée par les sociétés privées.

Il est temps de mettre un point d'arrêt à cette recherche, que l'on se rende compte dans quelle folie on s'est engagé, que l'on mette ouvertement et clairement sur table toutes les inconnues, tous les paris sur l'avenir que l'on fait.

Ces crédits de recherche peuvent être réorientés vers les utilisations rationnelles de l'énergie.

Dans un rapport récent de la Communauté européenne, on apprend que parmi les vingt-quatre mesures recommandées par la CEE en vue d'économiser l'énergie : l'Allemagne en la France ont mis en application dix-huit mesures ; le Danemark a mis en application quatorze mesures ; la Grande-Bretagne a mis en application douze mesures ; les Pays-Bas ont mis en application onze mesures ; l'Italie et l'Irlande ont mis en application huit mesures ; loin derrière, la Belgique a mis en application deux mesures. Il faut remarquer que la Belgique avait sept mesures en application en 1975 et qu'elle n'en a plus que deux en 1979. Contrairement à tous les autres pays, en matière de mesures favorisant les économies d'énergie, la Belgique régresse.

On constate d'ailleurs aussi cette même inertie dans le domaine de la recherche scientifique et appliquée dans cette matière.

Même si l'on tient compte des différences dues à la manière dont les crédits sont calculés, l'écart est significatif. Ils confirment bien l'absence, au niveau du gouvernement, d'une politique énergétique volontariste. Ils confirment, si cela était encore nécessaire, le poids des sociétés privées d'électricité et du pétrole sur les décisions politiques.

Aussi grave apparaît le déséquilibre régional à travers ces chiffres. D'un côté pour le Cen et Belgonucléaire-Dessel, un montant direct de 2,6 milliards auxquels s'ajoutent les retombées des programmes internationaux pour plus de 400 millions, soit au total pas loin de 3 milliards. Pour les deux instituts nationaux situés en Wallonie, l'Inix à Liège et l'Ire à Fleurus, un total de 500 millions. Les chiffres des effectifs néerlandophones et francophones sont à l'avenant : au total pour les trois institutions, 1 137 néerlandophones et 622 francophones. Il faut rééquilibrer les budgets, il faut rééquilibrer l'emploi, il faut rééquilibrer les statuts, mais il faut aussi répartir les compétences.

Or, ce qu'on nous promet, c'est de faire du centre de Mol un centre polyvalent pour toutes les formes d'énergie et pour toutes les technologies, pouvant aller jusqu'au prototype, voire même à la commercialisation de ces prototypes. Tandis que l'Inix et l'Ire garderaient sensiblement leurs compétences actuelles. Cela paraît inacceptable pour les Wallons. Certes, il serait absurde de doubler les institutions mais il faut répartir les compétences entre les institutions dont nous disposons et ceci de manière équilibrée entre le nord et le sud du pays ; les répartir surtout entre le nucléaire et les autres formes d'énergie. Il faut aussi examiner de près les statuts. L'Inix étant un parastatal, il est bridé dans son action par les règles administratives. Pour engager une personne pour poursuivre une recherche, ou s'il veut modifier la répartition de son personnel en fonction de la recherche qu'il développe, il doit passer par toute la procédure administrative et obtenir l'autorisation des trois départements ministériels afin de modifier son cadre et ses structures. Il est impossible de cette manière de poursuivre des recherches de manière logique, rationnelle et efficace. Là aussi des changements s'imposent. Ils sont demandés depuis des années, sans résultat.

Sur ces deux points : le rééquilibrage régional et les modifications de statut, le Conseil économique régional wallon s'est prononcé à l'unanimité à plusieurs reprises.

Non seulement la Wallonie est loin de recevoir sa part dans les subventions nationales pour la recherche en matière d'énergie mais il faut se rendre compte que l'Etat belge finance même des recherches allemandes. Comment ? Eh bien, tout simplement parce que le réacteur BR-2 de Mol est utilisé en grande partie pour des travaux pour le compte d'institutions allemandes. Or, si on fait les comptes, on constate que l'intervention financière étrangère destinée à ces recherches, ne couvre pas la totalité des coûts de fonctionnement du réacteur BR-2. Il s'ensuit que l'Etat belge assure en partie le financement des recherches allemandes. Je me demande si cette politique est saine et si c'est là notre objectif dans le budget des Affaires économiques, alors que nous sommes à la recherche d'économies pour équilibrer nos finances publiques.

Un dernier point relatif au nucléaire et qui dépend de vous, Monsieur le Ministre, c'est la question des assurances nucléaires, qui est toujours pendante depuis 1966. Les exploitants sont tenus de s'assurer pour un montant de 500 millions de francs maximum, à l'égard des tiers. Pas un franc de plus ! Ce montant fixé en 1966 est dérisoire, compte tenu de l'inflation et l'aggravation des risques. La législation devrait être complétée en tenant compte des accords de Paris et de Bruxelles, déjà ratifiés par les Chambres, mais inopérants, faute d'une législation adéquate. J'ai d'ailleurs déposé une proposition de loi en janvier 1980 à ce sujet.

Reste la question épineuse, délicate mais actuelle du projet français de construction de nouvelles centrales nucléaires à Chooz près de Givet. Beaucoup de choses ont été dites ici à cette tribune et à la Chambre. Je n'y reviendrai pas.

Il y a cependant un point sur lequel vous devez nous rassurer. La puissance prévue est de 5 200 mégawatts ; c'est la plus forte concen-

tration de puissance de tous les sites français avec Gravelines. Curieusement, ce sont les deux sites les plus proches de la Belgique.

L'industrie consomme 75 p.c. de la production totale de l'électricité; elle en est donc le plus gros consommateur.

Si on reporte sur une carte les centrales nucléaires françaises et les zones industrielles françaises, belges et même allemandes, on ne peut pas s'empêcher de conclure que Chooz n'a pas seulement pour fonction de satisfaire des besoins français mais que ce site devient en quelque sorte un site européen. Qui dit que les sociétés belges d'électricité ne prendront pas une tranche, ou plusieurs, dans ces centrales ?

Certains scénarios de consommation pour l'an 2000 en Belgique prévoient la création de deux ou trois unités nucléaires supplémentaires après l'achèvement des sites de Doel et Tihange. La Fédération des producteurs d'électricité a écrit dans son rapport annuel qui vient d'être publié : « Le temps est venu d'arrêter le plan des nouvelles centrales à construire et il importe que le gouvernement définisse le plus rapidement possible la politique qu'il entend suivre dans ce domaine. »

Or, le moratoire est toujours d'application et l'on sait que l'ouverture d'un nouveau site en Belgique créerait beaucoup d'opposition. Dès lors, le projet aussi grandiose de l'EDF n'est-il pas en réalité un moyen pour les sociétés belges de contourner le moratoire sur les centrales nucléaires et d'échapper ainsi à un contrôle plus sévère en Belgique qu'en France ? Ce n'est pas un soupçon, c'est la logique des chiffres et des implantations qui conduit à cette conclusion.

Si l'on met à part l'énergie, la politique industrielle touche essentiellement deux secteurs : la sidérurgie d'une part, le textile d'autre part. Il s'agit de deux secteurs qui rencontrent des difficultés structurelles profondes et où les décisions échappent totalement aux compétences des exécutifs régionaux alors que les conséquences des restructurations ont des effets parfois dramatiques dans les régions.

La sidérurgie n'a jamais été une compétence régionale, elle est toujours restée nationale, de même d'ailleurs que l'énergie. La Wallonie et les usines sidérurgiques wallonnes n'ont, hélas ! pas à se réjouir de cette tutelle. Un peu d'histoire est nécessaire.

De 1962 à 1974 inclus, les aides de l'Etat à la sidérurgie ont atteint environ 5,3 milliards. Elles ont été réparties au prorata des investissements, ce qui signifie *grosso modo* 3,7 milliards pour une capacité de 14 millions de tonnes en fin de période en Wallonie et 1,6 milliard pour une capacité de 2,2 millions de tonnes en Flandre.

Si l'on considère les aides en fonction des capacités de production, c'est-à-dire de l'importance des usines, on s'aperçoit que les usines flamandes reçoivent presque trois fois plus que les usines wallonnes.

A cela s'ajoute que les investissements wallons sont, pour partie, des investissements de rationalisation. Ceux-ci sont certes nécessaires mais ils entraînent des contractions d'emplois ou, à tout le moins, jusqu'en 1974, une stabilité d'emploi avec des accroissements de capacité de production, tandis que les investissements dans le nord du pays ont amené des extensions et la création de nouveaux emplois.

S'il fallait donc calculer les aides par rapport à l'emploi, les écarts entre le Nord et le Sud atteindraient probablement le rapport de 10 à 1. Mais la fin de 1974 marque le début d'une crise profonde qui affecte l'ensemble de la sidérurgie. L'impact sera d'autant plus difficile à supporter que les sociétés sidérurgiques sont plus endettées et qu'elles s'appuient sur des groupes financiers aux moyens faibles, plus soucieux de se dégager financièrement de manière honorable que de poursuivre une activité industrielle.

Cette crise va toucher de plein fouet une région wallonne qui a perdu une grande partie de son activité charbonnière et qui a subi, la première, l'impact de la crise textile.

En mars 1977, une étude est commandée au bureau d'études McKinsey. Celui-ci remet son rapport en avril 1978. En fait, McKinsey ne répond pas à la question fondamentale qui lui avait été posée : il se borne à examiner des scénarios pour conclure en donnant satisfaction à tout le monde sur le point où il est sensible : Sidmar doit poursuivre son expansion; il faut un gros programme d'investissements à Liège pour y éviter les pertes d'emplois. On craint, en effet, que les gens ne descendent dans la rue. A Charleroi, on maintiendra le train à larges bandes à chaud qui vient d'y être installé. Pour la première fois, Charleroi prenait ainsi pied dans le domaine des produits plats. Il devra, par contre, céder beaucoup de capacités de production dans les produits longs et n'aura jamais des laminoirs à froid. La Louvière et Clabecq sont laissés pour compte, ou à peu près. ALZ sera traité à part ultérieurement.

Voilà les conclusions très politiques, peu économiques et techniques, du rapport McKinsey. Ce document traduit très fidèlement les rapports de force sociopolitiques du pays. On peut finalement le

considérer comme un alibi pour des décisions prises entre la CEE, le ministre des Affaires économiques et les grands actionnaires des principales sociétés sidérurgiques, sans attendre d'ailleurs la table ronde prévue avec les partenaires sociaux.

La restructuration ainsi décidée se fait autour de trois pôles : l'axe Sidmar-Charleroi-Luxembourg-Sarre, le pôle de Liège, le pôle dit des indépendants regroupant La Louvière, Clabecq et la fabrique de fer de Charleroi. Autrement dit, la sidérurgie wallonne, qui avait une chance de s'en sortir en groupant ses forces, est morcelée en trois entités concurrentes sur la plupart des produits et des marchés. Ce n'est pas ainsi que l'on restructure un secteur industriel et qu'on lui donne les meilleures chances !

Les anciennes sociétés sont conservées. Pour rééquilibrer leur situation financière, une restructuration est opérée avec l'aide de l'Etat.

En novembre 1978 et en février 1979, le gouvernement prend ses décisions concernant cette restructuration financière. Le programme d'investissements à réaliser était contenu dans le rapport McKinsey. Il était donc établi dans ses grandes lignes en avril 1978.

On note trois axes à la restructuration financière : l'entrée de l'Etat dans le capital des sociétés, un moratoire de cinq ans sur les emprunts avec prise en charge des intérêts par l'Etat, un programme de financement des investissements.

Ces décisions résultent d'une table ronde tenue en fin 1978. Les trois partenaires y ont souscrit : l'Etat, les organisations syndicales, les actionnaires privés stables, c'est-à-dire les groupes financiers ou industriels opérant dans ce secteur.

Si on examine alors la manière dont l'Etat est entré dans le capital des sociétés sidérurgiques, on reste confondu. Pour les trois principales sociétés wallonnes, l'Etat a transformé en actions des crédits que la SNCI avait accordés antérieurement pour un montant de 2,7 milliards de francs; il n'y a donc eu aucun apport d'argent frais.

Je vous rappelle que la capacité de production se situe, à ce moment, aux environs de 12 millions de tonnes. Athus a, en effet, été fermé et on a réduit quelques autres installations. Mais il n'y a aucun apport d'argent frais. Pour Sidmar, par contre, l'Etat a apporté de l'argent frais pour un montant de 4,4 milliards de francs au groupe Arbed dont fait partie Sidmar. D'un côté, nous avons 2,7 milliards pour une capacité de 10 millions de tonnes et de l'autre 4,4 milliards d'argent frais pour une capacité de l'ordre de 2 millions de tonnes.

M. le Président. — Monsieur de Wasseige, je vous rappelle que vous aviez demandé un temps de parole de 30 minutes. Vous avez largement dépassé ce laps de temps et je vous saurais gré de conclure.

M. de Wasseige. — Je termine, Monsieur le Président.

L'écart est considérable. Les chiffres sont bien connus et je n'insiste pas.

En janvier 1980, le Comité national de planification et de contrôle a donné son accord aux programmes d'investissements, programmes connus depuis avril 1978. Deux ans ont donc été perdus. A ce jour, aucun investissement n'a été engagé dans les usines wallonnes. Pourquoi ? Sans doute parce que les accords prévoyaient que les crédits proviendraient pour moitié de l'Etat et pour moitié des actionnaires privés. Aujourd'hui on attend. En fait, l'Etat attend les apports financiers du secteur privé qui refuse aujourd'hui d'exécuter les accords qu'il a signés et vice versa. Il en résulte qu'on annonce à Charleroi une perte supplémentaire de 1200 emplois dans les toutes prochaines semaines ou dans les tout prochains mois.

Je ne dois pas insister sur la gravité de la situation. Ce que je craignais, et je l'ai dit depuis longtemps déjà, se réalise. Le même processus que celui des charbonnages se reproduit : une dégradation lente, des pertes d'emplois, des interventions financières de l'Etat qui permettent aux groupes financiers, commerciaux ou industriels, de récupérer leurs mises, absence totale de reconversion.

La reconversion reste, en effet, lettre morte. Rien n'est fait ni au niveau de l'Etat ni au niveau des groupes financiers actionnaires des sociétés sidérurgiques. La situation devient grave.

L'industrie textile et la confection sont passées sous la responsabilité de l'exécutif régional à partir de 1974. Mais en février 1979, le CMCES a décidé de les reclasser dans la compétence nationale, ce qui fut confirmé lors des déclarations gouvernementales successives depuis lors.

Une table ronde a décidé de confier une étude à deux bureaux : McKinsey et Sobemap. Au début de 1980, l'étude est toujours en cours. Aujourd'hui, bientôt au milieu de 1980, les conclusions ne sont pas encore tirées. Aucun plan sectoriel n'a été mis au point.

Du côté wallon, des mesures précises de restructuration avaient été prises en 1978 avec la création d'un holding spécialisé qui est intervenu avec succès dans plusieurs sociétés. Ses participations directes et indirectes concernent dix-huit entreprises et près de 2 500 emplois. Le redressement amorcé est maintenant compromis car le transfert de responsabilité de l'exécutif régional au ministre des Affaires économiques provoque un conflit de compétences. Incertitude sur la poursuite des restructurations entreprises, ralentissement des décisions — les dossiers naviguent de l'exécutif régional à l'exécutif national et vice versa —, absence de solutions définitives, manque de confiance des tiers, banquiers et organismes parastataux principalement, accélération des processus de faillite.

Voilà un domaine où la région avait abordé de manière constructive, active, des restructurations coordonnées, où petit à petit des entreprises retrouvaient une santé. Mais les décisions nationales remettent tout en cause. Plusieurs entreprises sont menacées, plus de 2 000 emplois sont en question. Alors que penser, sinon que le retour de ce secteur aux compétences nationales est néfaste et qu'il faudrait envisager de le renvoyer aux compétences régionales ?

Deux conclusions importantes se dégagent de l'examen du budget. D'une part, on se trouve essentiellement devant des dépenses à caractère énergétique, subsides aux charbonnages et recherche nucléaire et cela sans qu'il y ait eu de choix décidés à la suite d'un débat sur la politique énergétique du pays. Autrement dit, les options qui servent bien les intérêts des sociétés vivant de la vente de l'énergie continuent à être appuyées par la politique du gouvernement, telle qu'elle figure dans le présent budget. D'autre part, et c'est la deuxième conclusion, tant sur le plan des secteurs industriels qui relèvent de la compétence nationale, que sur le plan de la politique de recherche énergétique elle-même, la Wallonie est loin d'avoir sa part; on peut même dire que la politique nationale lui est néfaste, et je l'ai montré par des exemples précis et concrets.

C'est un mauvais budget, mauvais pour le pays, mauvais pour la Wallonie. N'attendez donc pas un accord de notre part. Attendez-vous plutôt à des réactions en Wallonie. (*Applaudissements sur certains bancs.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van den Eynden.

De heer Van den Eynden. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, waarde collega's, door de minister wordt steeds een belangrijke nadruk gelegd op de effectieve toepassing van het nieuwe industrieel beleid, waarvan de krachtlijnen uitvoerig werden beschreven in de mededeling van de regering aan de Wetgevende Kamers op 22 februari 1978. Mag ik de minister eraan herinneren dat ook de Senaat op 12 maart jl. op mijn initiatief bij de goedkeuring van een motie ter afsluiting van mijn interpellatie van 5 maart 1980 de nodige aandacht besteedde aan het vernieuwd industrieel beleid? In die motie vraagt de Senaat « aan het Ministerieel Comité voor Economische en Sociale Coördinatie bij de toewijzing van bestellingen uitdrukkelijk rekening te houden met de grondbeginselen van het vernieuwd industrieel beleid, meer in het bijzonder met de waarborgen die de ondernemingen bieden op het vlak van de tewerkstelling, het speurwerk, de ontwikkeling van nieuwe producten en hun bijdrage tot de Belgische export, dit evenwel zonder dat er aanleiding gegeven wordt tot deloyale concurrentieverhoudingen ».

Het zou dan ook vanzelfsprekend geweest zijn dat de goedgekeurde motie van de Senaat onmiddellijk zou toegepast worden zijn op de aanleiding tot de stemming over deze motie, die mijn uiteenzetting betrof inzake de touwtrekkerij tussen verschillende toenmalige regeringsleden om een bestelling in de telecommunicatiesector toe te wijzen aan een bepaalde firma, onafgezien de gebruiken ter zake.

Niettemin staande de regering via de bevoegde minister van PTT sinds januari 1980 op de hoogte is van het dringend karakter van de betreffende bestelling, werd hierover tot op vandaag nog geen enkele beslissing getroffen. Mag ik u daarom vragen, Mijnheer de Minister, waarom de grondbeginselen van uw nieuw industrieel beleid in deze aangelegenheid met dergelijke vertraging eventueel moeten worden toegepast? Het uitblijven van een beslissing ter zake is des te schrijnender, wanneer uit « De beleidslijnen van het nationaal plan 1981-1985 », opgesteld door het Planbureau, blijkt dat het de telematica is die het meest in de komende jaren voor België nieuwe markten kan openstellen en nieuwe groeimogelijkheden creëren. Aangezien België geen eigen industrieel potentieel voor de productie van computers, noch voor de productie van elektronische componenten bezit, is het voor ons land des te belangrijker haar capaciteit voor de conceptie en de voortbrenging op het gebied van de telecommunicatie ten volle te benutten, door gedurfde en snelle beslissingen ter zake, indien wij niet het risico willen lopen onze uitvoermogelijkheden in deze sector te beperken door een trage en kortzichtige beslissingsprocedure die de bestaande buitenlandse

markt aan onze concurrenten zou overlaten. Ons succes in dit opzet hangt dan ook af van snelheid en scheppende concepties, maar vooral van de ondersteuning van de telecommunicatie-industrie in België door de verzekering van een belangrijke binnenlandse markt. De constructeurs uit de sector moeten bijgevolg benaderd worden op grond van de krachtlijnen van het nieuwe industrieel beleid.

Dat de doelstellingen en principes van het vernieuwd industrieel beleid concreet moeten worden toegepast in de benadering van de structurele moeilijkheden waarmee sommige sectoren hebben af te rekenen, ligt voor de hand. Het is volgens mij dan ook in die zin dat het herstructureringsprogramma voor de scheepsherstelling werd geconcretiseerd en ik wens de heer Minister dan ook uitdrukkelijk lof toe te zwaaien in de wijze waarop hij dit dossier de laatste maand heeft behandeld. De meeste opgenomen en uitgewerkte maatregelen beogen een gunstiger klimaat te scheppen, de concurrentiekracht aan te scherpen en de structuren van de sector te verstevigen. De controle op de toepassing door de bedrijven van de herstructureringsovereenkomst in de scheepsherstellingssector zou mijns inziens best geschieden door een regeringsafgevaardigde te laten opnemen in de directie belast met het dagelijks bestuur van de onderneming, veeleer dan door een quasi symbolische afvaardiging in de raad van beheer. Slechts door een dergelijke effectieve aanwezigheid in de directie van een onderneming kan de overheid een gevolgd concrete controle uitoefenen op de toepassing van het mede door haar uitgestippelde en vooral gefinancierde beleid.

Dat naast het staal, de scheepsbouw, de scheepsherstelling, de textiel en confectie, de scheikunde, het papier, het glas, het hout en diverse branches van de metaalnijverheid, de aandacht van de regering ook moet gaan naar andere industriële sectoren, lijkt geen twijfel.

Zo is het volgens mij, Mijnheer de Minister, waarde collega's, dringend noodzakelijk zich te beraden over de automobielsector.

Het belang van deze sector voor België schetsen kan op velerlei manieren gebeuren. Zo wordt bijvoorbeeld een kleine 10 pct. van de totale Europese autoproduktie in België gebouwd of gemonteerd. Ongeveer 90 pct. van deze produktie is voor uitvoer bestemd. In de sector zijn rechtstreeks 8 000 bedienden en 48 000 werklieden tewerkgesteld, samen 56 000.

Onrechtstreeks worden bij Belgische bedrijven voor ettelijke miljarden bestellingen door de autosector geplaatst, bijvoorbeeld in getroffen sectoren als glas en textiel, maar ook in de sector van de verven, scheikundige producten enzovoorts. Dit heeft tot gevolg dat met inbegrip van toeleveringsbedrijven, distributie- en verkooporganisatie, garages, financieringsinstellingen, verzekeraars, handel in tweedehandswagens, toebehoren enz. naar schatting 335 000 mensen bij de autosector zijn betrokken of ongeveer 20 pct. van de actieve bevolking.

Tengevolge van de energiecrisis werd een belangrijke achteruitgang van de verkoop genoteerd, maar erger is dat de produktie in België sinds 1973 met nagenoeg 24 pct. daalde en dat de export met ruim 20 pct. afnam. Deze cijfers tonen voldoende onze kwetsbaarheid in deze sector aan en noodzaakt een snelle aanpak van dit probleem op nationaal vlak.

De oorzaken van deze terugloop en bijgevolg een reëel tewerkstellingsgevaar inhoudend, liggen mijns inziens op twee vlakken, namelijk een incoherent beleid van de overheid inzake het vervoer, maar vooral de niet te stuiten aanwezigheid van de Japanse concurrentie.

In de eerste plaats wens ik in te gaan op mijn bewering van incoherent overheidsbeleid in de vervoerssector. Reeds vele jaren wordt door de verschillende regeringen geopteerd voor de uitwerking van een geïntegreerd vervoerbeleid, zowel op het gebied van de algemene organisatie als op dat van investeringen en tewerkstelling, zodat de taak van iedere vervoertak bepaald zou worden op basis van een noodzakelijke aanvullende samenwerking. Het is trouwens vanuit deze optiek dat de socialistische beweging en met haar de gehele publieke opinie de jongste tien jaar enorme nadruk gaan leggen is op de bevordering van het openbaar vervoer. Vanuit onze optiek was het zo dat het openbaar reizigersvervoer te land langzamerhand het individueel vervoer moest aflösen door aan een toenemend gedeelte van de nieuwe behoeften inzake vervoer te voldoen. Dit zou mogelijk geweest zijn door een belangrijke inspanning van de overheid ter bevordering van de verkeerssnelheid en veiligheid van dit openbaar vervoer, door structuuraanpassingen in deze sector en door een gevoelig opdriven van het comfort van het gemeenschappelijk vervoer. Mag ik ter ondersteuning van deze bewering gewoon refereren naar het advies betreffende het gemeenschappelijk vervoer uitgebracht op 25 januari 1975 door de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven?

Ingevolge de energiecrisis en de budgettaire beperkingen van de overheid werd echter een geheel ander beleid gevoerd. De verschillende regeringen hebben hun inspanningen eerder geconcentreerd op een poging het bestaande individuele vervoer over te hevelen naar het

collectieve vervoer, veeleer dan door een beter comfort aan het gemeenschappelijk vervoer te geven, in de vrije keuze van de gebruiker de balans te doen overhellen naar het openbaar vervoer.

Stelselmatig wordt het gebruik van de auto bemoeilijkt door verhoging van verkeersbelastingen, hoge benzineprijzen, in het vooruitzicht gestelde BTW-aanpassingen, snelheidsbeperkingen, vermindering van infrastructuurle werken, inplanting van autovrije straten en wijken, zodat inderdaad de verkoop van wagens hiervan hinder ondervond. Dit alles is te onderschrijven wanneer parallel een verbetering van het gemeenschappelijk vervoer in de zin van bovengenoemd advies zou plaatsgehad hebben. Hiervan is echter geen sprake en onder het mom van de energiecrisis gaat men stelselmatig verder het individueel vervoer af te remmen. Nochtans blijkt uit het witboek over het energiebeleid, uitgegeven door het ministerie van Economische Zaken, dat de gehele vervoerssector in het primair energieverbruik slechts 11 pct. voor zich neemt, tegenover 34 pct. voor de industrie, 27 pct. voor het huishoudelijk en gelijkgesteld verbruik en 22 pct. voor de energiesector zelf. Bovendien heb ik reeds voldoende het arbeidsintensief karakter van de automobielsector onderstreept. Of de bevordering van het openbaar vervoer het verlies aan arbeidsplaatsen in deze exportgerichte industrie kan opvangen, blijft dan ook een open vraag.

Een tweede belangrijk aspect in de moeilijkheden van de automobielsector is, wat genoemd wordt, « de Japanse uitdaging ». De Japanse markt in België bedraagt thans jaarlijks ongeveer 80 000 wagens. Mochten deze wagens alle van Europese oorsprong zijn, dan zouden we weliswaar geen 80 000 wagens in België méér bouwen, maar naar schatting toch 12 000 eenheden. Inderdaad vertegenwoordigen de ingevoerde wagens een hoog percentage van de leveringen in België.

Aangezien ons land echter hoofdzakelijk werkt voor export, benaderen we even de buitenlandse markt. In landen buiten België gingen zowat 540 000 produktiekansen verloren door een even groot aantal verkopen van Japanse wagens. Rekening houdend met ons produktie-aandeel van circa 10 pct., betekent dit voor ons een produktieverlies van ongeveer 54 000 eenheden.

Beide factoren samen geven dus een produktievermindering van zowat 6,5 pct. van onze totale produktie. Wanneer bovendien geweten is dat voor elke arbeidsplaats die verloren gaat in de produktie en of assemblagesector, er nog twee andere verloren gaan in de aanverwante en toeleveringsbedrijven, kan men best begrijpen dat dringend maatregelen ten gunste van deze sector noodzakelijk zijn. Immers, de vernoemde evolutie heeft naar rata van het gekende verlies van 100 arbeidsplaatsen per 1 000 wagens, nu reeds voor een vermindering van circa 7 000 arbeidsplaatsen gezorgd. Daartegenover staat dat de Japanners zich concentreren op het vestigen van onderdelencentra in België die nauwelijks tewerkstelling meebrengen. U weet, Mijnheer de Minister, collega's, dat ik zelf zelden oproep tot protectionistische maatregelen, maar in deze sector is toch voorzichtigheid geboden. Mijns inziens moet dan ook ofwel de invoer van Japanse wagens in België gecontingenteerd worden, ofwel moeten onderhandelingen worden aangevat met de Japanse overheid om hen te overhalen in België assemblagecentra op te richten, wil men niet tot een catastrofaal arbeidsplaatsenverlies in deze sector evolueren.

Tenslotte kan ook hier het verwijt worden gemaakt dat eens te meer door de Europese autoindustrie niet genoeg geprofiteerd werd van de markt in de ontwikkelingslanden, daar waar de Japanners hun aandeel opdreven van 800 000 naar 3 000 000 wagens.

Daarom vraag ik in algemene zin, Mijnheer de Minister, dat ook ons land meer inspanningen zou doen qua marktonderzoek in en industriële samenwerking met ontwikkelingslanden. Het gaat hier om de economische overleving van ons land als exportnatie.

Dat het vernieuwde industrieel beleid en de financiële steun aan het bedrijfsleven voorrang moet krijgen in het overheidsbeleid is gebaseerd op de loutere vaststelling dat de industrie nauwelijks groeit en in een crisis verkeert.

Algemeen wordt verwacht dat de economische groei in 1980 in de geïndustrialiseerde landen zal vertragen. Recente statistische gegevens bevestigen deze verwachtingen. Op wereldvlak tekent de recessie zich in de Verenigde Staten duidelijk af.

In België geven de meeste indicatoren nog een positief verloop te zien, wat waarschijnlijk dient te worden toegeschreven aan een zeker herstel van de vraag in het vooruitzicht van een hogere inflatie. Het bedrijfsleven oordeelt echter duidelijk minder gunstig over het economisch klimaat, wat onder meer blijkt uit de sterke daling van de synthetische curve van de Nationale Bank - april 1980.

Overigens blijven een aantal factoren op de conjunctuurontwikkeling drukken : de verdere verslechtering van de betalingsbalans, de nog vrij hoge rentestand, en het ontbreken op het vlak van de staatsfinanciën van een marge voor een expansieve conjunctuurpolitiek.

Positieve ontwikkelingen zijn het trager dan verwachte verloop van de inflatie, de betere positie van de Belgische frank alsook een dalende, zij het gematigde, trend van de rentevoeten.

Benevens de stagnerende conjunctuursituatie, zijn er een aantal structurele factoren die de uitgangspositie en de concurrentiekracht van onze economie verzwakken.

Hiertegenover heeft men terecht de noodzaak tot heroriëntering van de industriële structuur bepleit. De krachtlijnen hiervan werden, zoals bekend, reeds vroeger door de minister aan de Senaat medegedeeld.

Samengevat zien ze er als volgt uit : herstructurering van de getroffen bedrijfstakken en ondernemingen door middel van modernisering, rationalisering en concentratie van de meest rendabele activiteiten; reconversie van de industriële activiteiten zonder toekomst; diversifiëring van de industriële activiteiten in de richting van produkten en diensten met hoge toegevoegde waarde en technologische inhoud.

De concretisering van het nieuw industrieel beleid vereist een zeer belangrijke inzet van de regering en niet in het minst van de minister van Economische Zaken.

Indien de overheid, zoals ze herhaaldelijk verklaarde, nieuw werk wil scheppen in de quatrijve sector, zal de industrie hiervoor het financieel draagvlak moeten worden, daar het mijns inziens uitgesloten is dat de samenleving de noodzakelijke fondsen zal willen opbrengen voor het steeds toenemend aantal mensen, dat afhankelijk is van de overheid voor een inkomen. Het verhoopte financiële draagvlak, dat de industrie voor de gemeenschapsuitgaven zou moeten leveren, neemt niet toe, maar brokkelt af. Getuige daarvan de stagnerende ontwikkeling en de steeds grotere vermindering van de tewerkstelling in de industrie.

Versterking van de industrie moet dan ook de hoogste prioriteit krijgen, zodat deze in de jaren tachtig weer nieuwe arbeidsplaatsen gaat leveren.

De financiële steun aan de industrie kan gericht worden op bedrijfstakken, maar ook op bepaalde ondernemingen. De steun aan individuele bedrijven die in moeilijkheden verkeren, moet echter streng gereguleerd worden en vooral de aanwending van de financiële hulp moet van dichtbij worden gecontroleerd. Mijns inziens moet zelfs een strenge sanctie mogelijk gemaakt worden bij niet-naleving van de voorwaarden onder welke overheidssteun verleend werd. Deze sanctie zou veeleer van rechterlijke aard dan administratief moeten wezen. De overheidssteun zou enkel verleend mogen worden wanneer andere oplossingen, bijvoorbeeld met bankleningen, niet mogelijk zijn. Voorwaarde zou ook moeten zijn dat bij de steunaanvraag aan de Staat van een ondernemingsplan aangetoond zou worden dat het noodlijdende bedrijf toekomstmogelijkheden heeft. Het zou tevens aangewezen zijn dat, wanneer bij een steunaanvraag de noodzaak aan een nader onderzoek zich doet gevoelen, een overbruggingskrediet zou kunnen worden toegekend voor bijvoorbeeld ten hoogste een half jaar.

Inzake de bedrijven in moeilijkheden, Mijnheer de Minister, moet ik toch tot mijn teleurstelling vaststellen dat de centrale meldingsdienst « Knipperlichten » weinig of niet functioneel gebleken is. Meestal wordt inderdaad vastgesteld dat bedrijven in moeilijkheden hun zorgen of komende zorgen rechtstreeks melden aan de bevoegde staatssecretarissen of ministers, in de hoopvolle verwachting langs die weg uit de moeilijkheden te geraken.

De dienst had bij zijn oprichting evenwel tot taak bedrijven in moeilijkheden vroegtijdig op te sporen. Maar door te late meldingen faalt deze dienst in zijn opdracht. Het gebrek aan ernstige studie van de toekomstmogelijkheden van individuele steunaanvragende ondernemingen heeft bovendien tot gevolg dat aanzienlijke bedragen onder staatswaarborg gestort worden in vaten zonder bodem of dat interessante bedrijven gewoon aan hun lot worden overgelaten. In de praktijk stel ik dan ook onthutst vast dat bij vele dergelijke operaties, hoe dramatisch ze soms ook verlopen, meestal de topmanagers, beheerders of kapitaalbezitters de enige winnende partij zijn.

Bovendien wordt de afwezigheid van een wet betreffende het beheer met bijstand nog steeds als een scherpe lacune aanvoeld in dit land. Deze wet zou het inderdaad mogelijk maken aan de ondernemingen die in moeilijkheden verkeren, een wettelijke basis te geven voor bijstand op korte termijn, waarbij zij op adem kunnen komen en andere uitkomsten zoeken voor hun bedrijvigheid. Zoals verleden jaar bij de bespreking van uw begroting, Mijnheer de Minister, betreur ik ten eerste dat deze wet tot nu toe niet tot stand werd gebracht.

De oprichting, met gemeenschapsgelden, van de VZW « Bijstandsinstituut voor Begeleiding van Ondernemingen in Moeilijkheden » (Imbo) heeft daarentegen de hulp aan ondernemingen in moeilijkheden niet meer als een « collectieve » uitdaging opgevat, maar wel als een privé-aangelegenheid — bijna zei ik een Vev-aangelegenheid — betaald door de gemeenschap. Het geeft trouwens de indruk dat ten allen prijze moet worden vermeden dat de gemeenschap de noodzakelijke

inkijk- en controlemogelijkheden zou uitbouwen in het doen en laten van de ondernemingen. De VZW Imbo kan ik dan ook niet aanvaarden als een alternatief voor het wetsontwerp op het «Beheer met bijstand». Het lijkt mij trouwens aangewezen dat de overheid zich uit de betreffende VZW terugtrekt.

Als besluit is het mijns inziens noodzakelijk dat opnieuw een knip-perlichtsysteem operationeel wordt gemaakt en dat daaraan de bevoegdheid wordt gekoppeld RSZ-gegevens en fiscale bescheiden op te vragen. Het wetsontwerp op het «Beheer met bijstand» moet dringend worden goedgekeurd. In beide aangelegenheden lijkt het mij aanbevelenswaard een volwaardige controle door de werknemers mogelijk te maken.

Het is inderdaad een logische betrachting dat de werknemers onder meer via een ruimere en aangepastere informatie wensen, nauwer betrokken te worden bij de gang van zaken in de onderneming. Het gaat hier ongetwijfeld om zeer fundamentele aspiraties, bijzonder typerend voor de tijd waarin we leven. Het onvoldoende betrokken zijn van de werknemers bij de beslissingen in de onderneming heeft trouwens geleid tot de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 9, waardoor de ondernemingsraad betrokken wordt bij het tewerkstellingsbeleid binnen de onderneming, het koninklijk besluit van 27 november 1973 houdende de financiële en economische inlichtingen te verstrekken aan de ondernemingsraden, het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen.

Het enige luik van het advies van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven van 12 juli 1972, dat nog niet in een wettelijke vorm werd gegoten, is de hervorming van het revisoraat. Niettemin werd het verslag door de toenmalige regering als een belangrijk werkdocument beschouwd. Mijns inziens mag zelfs worden gesteld dat alle er op volgende regeringen dit advies altijd zijn blijven beschouwen als een geldige discussiebasis voor een mogelijke vernieuwing. De belangrijkste hervorming, zoals weergegeven in het advies van de Centrale Raad, bestaat erin de onafhankelijkheid van de revisor te ondersteunen, derwijze dat hij het vertrouwen zou genieten van al de betrokken partijen bij het ondernemingsgebeuren en onder meer van de in de ondernemingsraad vertegenwoordigde werknemers. Inderdaad vereist de noodzaak aan een juiste en betekenisvolle informatie ten behoeve van degenen die erin geïnteresseerd zijn, het optreden van een deskundige die de te verstrekken documenten en inlichtingen kan nazien en attesteren.

De geïnteresseerden zijn velerlei, maar zeker zijn de personeelsvertegenwoordigers op basis van het koninklijk besluit van 1973 rechtstreekse ontvangers van de resultaten van het onderzoek, verricht door deze revisor. Bijgevolg ligt het voor de hand dat de revisor niet meer uitsluitend zou benoemd worden door de vennoten in een vennootschapsrechtelijke situatie, of bij ontstentenis ervan door het beslissingsorgaan van de onderneming, maar dat ook de ondernemingsraad bij de aanwijzing medezeggenschap zou bekomen. Op dergelijke wijze zou de bedrijfsrevisor zijn taak in volle onafhankelijkheid, maar met het nodige vertrouwen, kunnen uitoefenen en de kwaliteit en de betrouwbaarheid van de door de ondernemingsleiding verstrekte financiële informatie aan alle betrokkenen kunnen verzekeren.

Mag ik, Mijnheer de Minister, er dan ook op aandringen dat u met bekwaam spoed een wetsontwerp met betrekking tot de hervorming van het bedrijfsrevisoraat zou indienen, opdat eindelijk in het bedrijfsgebeuren in dit land een onafhankelijk en onpartijdig persoon zou borg staan voor de door de ondernemingsleiding verstrekte financieel-economische gegevens, de beoordeling van de financiële toestand van de onderneming en van de resultaten van het financieel beheer in ruimere zin?

Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, collega's, slechts indien u de inspanningen tot een vernieuwd industrieel beleid, de versterking van de industrie, de bijstand in al zijn vormen aan de individuele onderneming en de verdere democratisering binnen de onderneming op korte termijn verder zet, ben ik ervan overtuigd dat in het moeilijke economische proces dat zich op wereldvlak voltrekt, voor België nog een vooraanstaande rol is weggelegd ten bate van haar actieve bevolking en van allen die ons welvaartspeil verder willen behouden. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

De Voorzitter. — Dames en Heren, er zijn nog veertien sprekers ingeschreven voor dit debat.

Quatorze orateurs sont encore inscrits dans la discussion.

Je vous propose de clore la liste des intervenants.

Ik stel u voor de sprekerslijst te sluiten. *(Instemming.)*

Dan is aldus beslist.

Il en est ainsi décidé.

Het woord is aan de heer Kuylen.

De heer Kuylen. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, de begroting van het ministerie van Economische Zaken voor het begrotingsjaar 1980 werd in de Kamer van volksvertegenwoordigers grondig besproken.

Ik zal mij beperken tot enkele vaststellingen en de vragen oproepen die ter zake kunnen worden gesteld.

Het is een open deur instappen wanneer verwezen wordt naar het belangrijkste probleem waarvoor de Belgische economie vandaag, maar ook nog de volgende jaren staat, met name de werkgelegenheid.

Voor de volgende jaren wordt het arbeidsaanbod op 200 000 tot 300 000 geraamd. Bovendien zal de trage economische groei, de mikro-elektronica en de internationale arbeidsverdeling het tempo van de tewerkstelling ernstig beïnvloeden.

Zonder een ongeluksprofeet te zijn, leert ons de realiteit — ik sluit mij hier graag aan bij de analyse van collega Van den Eynden omtrent de economische vooruitzichten — dat onze verwachtingen minder optimistisch moeten zijn. Dit blijkt zowel uit de jongste conjuncturenquête van de Nationale Bank als uit de resultaten van de sectoriële raadpleging die de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en de bedrijfsraden hebben georganiseerd. Verscheidene indicatoren wijzen in deze richting.

In een open economie als de onze hangt een en ander samen met de ontwikkeling van de internationale economische toestand.

De olieprijsverhogingen van 1979 hebben een zeer sterke deflatoire invloed gehad op de wereldeconomie. Alle vooruitzichten opgemaakt in de EEG, in de Oeso en in andere instellingen wijzen op een toenemende recessie. De economische structuur van ons land ontsnapt niet aan die algemene tendens.

Afhankelijk inzake energie, een stijgend tekort op de betalingsbalans en een structureel zwakke samenstelling van het uitvoerpakket zijn nadelige factoren in de internationale mededinging. Alleen onze lage inflatiegraad en stijgende produktiviteitscurve zijn positieve gegevens.

In het kader van deze onvolledige analyse wens ik enkele beschouwingen te formuleren :

Wat de verslechtering van de handelsbalans betreft, is het voldoende bekend dat alle landen met hetzelfde dubbele probleem worstelen :

Ten eerste, de tekorten op de handelsbalans. Sommige landen, zoals Groot-Brittannië en Noorwegen kunnen er snel uitkomen, dank zij de petroleum uit de Noordzee. Die tekorten kunnen zij financieren met geldcreatie, maar dit is niet aangewezen gelet op hun sterfende munt. Ze kunnen ook een beroep doen op de kapitaalmarkt, maar dat verwekt een gevaarlijke druk.

Andere landen hebben het moeilijker en moeten het klaar krijgen met hun technologische en industriële export.

Ten tweede, de tekorten op de overheidsbegroting.

Voor ons land gaat het tekort op de betalingsbalans van erg tot erger. In 1977 bedroeg het tekort 36 miljard, terwijl volgens de vooruitzichten het tekort in 1980, 180 miljard zou bereiken.

Verschillende factoren vormen de oorsprong van deze spectaculaire, maar zeer verontrustende ontwikkeling. Slechts twee daarvan wil ik vermelden : de energiebalans, waarvan het tekort van 100 miljard in 1978 opliep tot 235 miljard in 1980; en de zwakke prestaties van de uitvoer, omdat wij competitiviteit missen inzake de produkten met hoge toegevoegde waarde.

Het probleem zelf van de kostencompetitiviteit is nog steeds actueel. Volledigheidshalve dient te worden vermeld dat het voorbeeldig gevoerde anti-inflatiebeleid en de sterke produktiviteitsverhogingen een niet geringe verbetering hebben gebracht.

De internationale rente-hausse is niet vreemd aan de recente ongunstige ontwikkeling. Er ontstaat een gevaarlijke osmose tussen de rente op de geldmarkt en de kapitaalmarkt. Hierop wens ik niet verder in te gaan.

De gevolgen van het voortdurend hoog rentepeil hebben voor de Belgische staatshuishouding en voor de economie van dit land vaak catastrofale afmetingen. De reeds zo gehavende Rijksbegroting zal in de vorm van bijkredieten 12 miljard nieuwe lasten ondergaan omwille van deze rentestijging. Deze toename van de overheidsuitgave zal in elk geval moeten gefinancierd worden door geldschepping.

Voor de bedrijven zijn de gevolgen niet zonder grote zorg. De bedrijven kenden tussen oktober 1978 en oktober 1979 een toename van de financiële lasten ten belope van 37 miljard.

Het resultaat van de verstandige maatregel van fiscale ontheffingen ten voordele van nieuwe investeringen mag geraamd worden op circa 16 miljard frank. Het aldus bekomen belastingvoordeel wordt dus theoretisch door de rentestijging overgecompenseerd.

Het volstaat de jaarverslagen van de spaarkassen te lezen om te weten dat de spaardeposito's in belangrijke mate verminderen. Hypothecaire kredieten zelf tegen hoge rentevoeten moeten drastisch worden vermindert.

De NMKN kan haast geen verrichtingen meer doen zonder te moeten ontfangen in het buitenland. Over de opgelegde beperkingen van de ASLK en de Nationale Kas voor Beroepskrediet is men voldoende ingelicht. Het gevaar is niet denkbeeldig dat de meerderheid van de bedrijven de hoge renten niet meer verrekend krijgen. Trouwens, in België is de verhouding tussen eigen middelen en vreemde middelen niet bepaald evenwichtig te noemen.

Deze ontwikkeling heeft voor het bedrijfsleven een nefaste invloed op de concurrentiekracht, de bedrijfsrendabiliteit en de investeringsmogelijkheden. Een sprekend voorbeeld ligt voor de hand in de bouwsector. De particulieren die bouwcredieten moeten opnemen tegen 12 en meer procent aarzelen, met trouwens al de nadelige gevolgen op de tewerkstelling in de woningbouw. Luidens de Bedrijfsraad voor het bouwbedrijf is de vraag naar nieuwe woningen in 1979 verder achteruitgegaan, met zowat 15 pct. Deze daling gebeurde voor alle gebouwen-categorieën, maar was bijzonder uitgesproken voor de gebouwen met één tot drie bouwlagen.

Het historisch hoog renteniveau, reeds zo delicaat voor de goed renderende bedrijven, heeft een verstrekende invloed op de marginale bedrijven van de reeds zo kwetsbare economie en werkt de recessie nog in de hand.

Wanneer wij de Rijksbegroting ter sprake hebben gebracht bij de bespreking van de begroting van het ministerie van Economische Zaken heeft dit een duidelijke betekenis. Het geeft een beeld van de algemene economische problemen en stelt duidelijke signalen in werking. Werkloosheid, rentepeil, uitgesproken verslechtering van het psychologisch conjunctuurklimaat en afnemende investeringsneiging vertragen de onontbeerlijke vernieuwing van de produktiestructuren en doen de vraag rijzen of de hoge tekorten, in verhouding tot de toename van het BNP, voldoende ruimte laten voor een klassiek relancebeleid.

Ik mag dan ook voorzichtig als volgt concluderen : de Belgische economie heeft zich nog niet hersteld, zij lijkt op het ogenblik nog zeer kwetsbaar. Het fundamenteel onevenwicht zowel op het interne als op het externe gebied vormt een grote zorg.

Mijnheer de Minister, op u rust een verpletterende verantwoordelijkheid. U hebt een uiterst moeilijke taak op u genomen. De vraag die ik thans in alle openheid stel, is of u in het kader van uw begroting beschikt over die efficiënte middelen om op korte termijn het vertrouwen in de slagkracht van onze economie te herstellen.

Een ingrijpende en innoverende politiek dringt zich op. Ten aanzien van deze te voeren politiek wil ik graag enkele beschouwingen maken :

Ten eerste, naast een noodzakelijk herstel van de tekorten op de betalingsbalans dringt zich in de eerste plaats een politiek van rationeel energieverbruik op middellange termijn op. De plannen inzake de heroriëntering van het energieverbruik zijn in hoofdzaak gericht op een onmiddellijk effect in 1980 en 1981.

Ziet de minister de mogelijkheid om de minimale doelstelling in dit verband, namelijk het verminderen van de energierekening in 1980 met 10 pct. te halen ? Dit zou althans een besparing van 20 miljard op de betalingsbalans betekenen.

Kan de minister ons zeggen welke andere maatregelen hij naast deze minimale doelstelling nog zal treffen ?

In een ruimer kader wens ik mijn vraag te herhalen, welke ik reeds bij de bespreking van de begroting 1979 gesteld heb :

Heeft de regering een inzicht en een politiek op lange termijn in verband met de toekomst van de Kempische steenkolenmijnen ?

Welke plannen bestaan er concreet en volgens welke procedures zal hieraan uitvoering gegeven worden ?

Welk is het tijdschema op dat gebied ?

Welke zijn uiteindelijk de perspectieven in het kader van de nationale energiepolitiek ?

Kan de minister ons inlichten omtrent de geologische onderzoeken van de ondergronden van de mijnstreek in de Kempen ?

Ik heb met aandacht het merkwaardig verslag van Mevr. Detiège gelezen en ik zou het zeer op prijs stellen, kon ik enige nadere toelichting bekomen omtrent een aantal diverse punten :

Op bladzijde 12 spreekt men over het IWONL. Bestaat er al enig inzicht omtrent de nieuwe beleidsstructuur en omtrent de plannen tot regionalisering ?

Op bladzijde 18 is er sprake van bijkomende besparingen. De bijkomende besparing van 2,2 pct. moet worden berekend op de lopende uitgaven.

Heeft de minister enig inzicht in de spreiding van de 441 miljoen over de diverse begrotingsposten ?

Naast deze algemene vraag, heb ik nog enkele andere beschouwingen inzake de besparingen.

Gezien het belang van de steenkolensector in de totale begroting, is het vrijwel onmogelijk hier besparingen te realiseren. Alvorens te besparen, zou het nuttig zijn concrete beslissingen te nemen o.a. inzake de cokesproductie en de vestiging van een steenkolencentrale.

Het ziet er naar uit dat door de verwachte vraagdaling in de staalsector uiteraard ook een produktiedaling van de steenkolen zal optreden. Daaruit kan een daling van de overheids subsidies resulteren. Is het juist dat een fundamentele vermindering de eerstkomende jaren eerder onwaarschijnlijk lijkt ?

Wat het Nationaal Solidariteitsfonds betreft, ben ik zo vrij aan de hand van het verslag van Mevr. Detiège mede te delen dat de middelen van het Fonds zouden worden aangewend ter financiering van projecten in de staalsector, de textielsector en andere nationale sectoren. Is het juist dat hierdoor een overlapping met het Fonds voor Industriële Vernieuwing en met het Fonds voor Economische Expansie en Regionale Reconversie kan ontstaan ? Werden hier reeds bedragen toegewezen en hoe hoog zijn deze bedragen ? Is het mogelijk dat de middelen van de Fondsen grondig worden geanalyseerd ?

Op bladzijde 19 wordt gesproken over de kapitaalmarkt en het economisch beleid. Er wordt uitdrukkelijk verwezen naar de likviditeitsmogelijkheden en -moeilijkheden van de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid. Hoe zal de minister tussenbeide komen om de noodzakelijke relancepolitiek in verband met de investeringen aan te moedigen en hoe zal hij de nodige hulpmiddelen ter beschikking stellen ?

Op bladzijde 19 wordt ook gesproken over ontwikkelingszones. Welke criteria gelden voor de vaststelling van deze gebieden voor Vlaanderen en Wallonië ? Is de gevolgde methode op dit gebied dezelfde ?

Op bladzijde 33 is er sprake van de herstructurering van de Belgische staalnijverheid. Als de prognose van de EEG voor 1980, die een vermindering van de ruwstaalproductie van de Europese gemeenschap met 4 pct. in het vooruitzicht stellen, juist blijken, is het dan nog mogelijk dat de financiële maatregelen, opgenomen in het plan van november 1978, ongewijzigd hun verloop kennen ? Met andere woorden, zal de toenmalige proeve van oplossing de vervaldatum 1983-1984 halen zonder opmerkelijke nieuwe financiële ingrepen ?

Op bladzijde 30 lezen wij dat er bij de voorbereiding van het plan 1981-1985 een aantal tijdslimieten werden voorgesteld. Blijkbaar zullen deze tijds grenzen eens te meer worden overschreden. Welke maatregelen zal de minister nemen om toch te zorgen dat deze tijds grenzen tenminste worden gerespecteerd ? Ik dank hem voor de aandacht welke hij aan deze vraag zal willen besteden.

Conform de geplogenheden zal de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven einde juni een advies uitbrengen over de conjuncturele situatie en de te nemen maatregelen op sociaal-economisch vlak.

Ik ben ervan overtuigd dat in de omgeving van de minister van Economische Zaken ruime belangstelling voor dit advies bestaat.

Het voeren van een werkelijk industrie- en energiebeleid is prioritair. Dit beleid moet kaderen in een planning op langere termijn en in een structurele werkgelegenheidspolitiek. Dit heeft tot gevolg dat men op korte termijn geen grote resultaten moet verwachten. Dit zijn trouwens actieterreinen waar er heel wat tijd verloopt tussen het ogenblik waarop een beslissing genomen wordt en de periode waarin de resultaten van deze beslissing tot uiting komen.

Ik wil er evenwel nog aan toevoegen dat het ingrijpen op de structurele elementen, zoals de industrie- en energiepolitieken, hoe dringend nodig ook, geen soelaas brengt voor de overheidsfinanciën en de betalingsbalans, die door de ernst ervan problemen van korte termijn zijn geworden.

Hieruit volgt logisch de vraag of de bereidheid bestaat de overheid van de nodige financiële middelen te voorzien om de industriële politiek waar te maken.

Kost wat kost dient een nieuwe vloed ondernemingssluitingen vermeden te worden. De gevolgen, die reeds nu zo hard aankomen, zullen de exportcapaciteit nog verminderen, want het zijn in hoofdzaak industriële ondernemingen die voor de export instaan.

Het grote objectief door de regering gesteld, de tewerkstelling opvoeren, zal in de eerstkomende maanden niet erg aan zijn trekken komen. Wij kunnen onze ogen niet sluiten voor de realiteit. De economische groei is gering en de productiviteit stijgt. Aldus is eerder een daling van de industriële tewerkstelling te verwachten dan een stijging. Ook zal de globale inspanning van de overheid niet toenemen.

Is het zo dat de ineenstorting nabij is en dat nog alleen een gapende afgrond bestaat? Deze noodkreet is in de pers verschenen en is blijkbaar de mening van een representatieve groep uit de Belgische ondernemerswereld. Deze boodschap, die de diagnose brengt van de toestand, heeft althans het voordeel dat men ernstig moet nadenken over de maatregelen die toekomstbepalend zullen zijn.

Een overdreven pessimisme is echter voor het bedrijfsleven zelf een gevaarlijk te hanteren wapen.

Als het alleen een publicitair middel is om de zogezegde sociale sanering aan te vatten, dan is het gevolgde procédé niet aanbevelingswaardig. Er wordt bescheiden naar de rol van de politici verwezen. De vraag wordt gesteld of deze gehele sociaal-economische evolutie de politici onberoerd laat. De vaststelling dat de klasse der politici steeds minder waardering vindt bij de bevolking wordt bij de lijst der negatieve en zeer indrukwekkende records geplaatst.

Onder dit negatief en onrustwekkend record wordt de steun van de Nationale Bank aan de frank geciteerd. Het ware vermoedelijk onjuist dit zo te interpreteren dat de groep ondertekenaars zou betreuren dat men de Belgische frank ondersteund heeft en also de devaluatie heeft voorkomen. Zó negatief komt het mij niet voor.

Het is niet van op deze plaats dat men een patronaal standpunt dient te evalueren.

Alleen wil het mij voorkomen dat hun zorg voor de Belgische welvaart, de zorg van al de verantwoordelijken in dit land is. Ook van de politici, en de minister die reeds herhaalde malen op de precaire toestand van het land wees, treft hieromtrent geen verwijten.

De uiterst bedenkelijke toestand van 's lands financiën ontsnapt niet aan de verantwoordelijke gezagdragers. Ook niet aan degenen waarvan men gemakkelijk zegt dat ze onverantwoordelijk zijn en alleen maar opkomen voor nieuwe eisen en nieuwe rechten.

De duidelijke tekenen van wat in de laatste decennia is gebeurd, zetten ook rechtgeaarde politici aan tot het trekken van gepaste conclusies.

Ik stel alleen maar de vraag of men er belang bij heeft op deze wijze wederkerige verantwoordelijkheden te bepalen. Het is gepast ons allen in te zetten voor het vinden van een rechtvaardige consensus omtrent al de levensvragen, die de verschillende domeinen van het sociaal-economisch leven betreffen.

Deze vaststelling is tevens een uitnodiging tot een vernieuwde en verruimde aanpak.

Ik wil besluiten met een vijftal concrete aanbevelingen :

1. Vermits het overheidstekort in geen geval mag aangroeien zou het verkeerd zijn een algemene belastingverlaging toe te passen zonder voldoende compenserende maatregelen, rekening houdend met ieders fiscale « draagkracht ».

2. Het aanzwengelen van het privé-gebruik is in de huidige omstandigheden niet verantwoord, omdat het de invoer zou doen stijgen.

3. Op korte termijn moeten er drastische maatregelen genomen worden om het energieverbruik te beperken, bijvoorbeeld via een prijzenbeleid en tariefbeleid, en na het aankondigen en het nemen van demonstratieve maatregelen die duidelijk moeten maken dat de energieprijzen in de eerstkomende jaren nog zullen blijven stijgen.

4. Ook op het vlak van de industriële politiek moeten er dringende maatregelen worden genomen. Hetzelfde geldt voor maatregelen op het vlak van de democratisering van de onderneming.

5. Ideaal zou zijn een interprofessioneel akkoord te sluiten op iets langere termijn waarvoor dan duidelijk een keuze zou moeten worden gemaakt tussen loonstijgingen en arbeidsduurvermindering, binnen de door de olieprijsstijging beperkte ruimte.

Mijnheer de Minister, in de loop van mijn uiteenzetting heb ik de vrijmoedigheid gehad te alluderen op de moeilijke taak die u hebt aanvaard. Deze verwijzing houdt voor mij een teken van hoop en vertrouwen in.

U hebt betrekkelijk weinig materiële middelen om de economische recessie aan te pakken. Maar u bent des te sterker gemotiveerd, omdat u gelooft in het dynamisme van de ondernemers en van de werknemers.

Het is in deze geest dat ik mijn vertrouwen bevestig in uw persoon en in uw beleid. Dit impliceert dan ook uiteraard dat ik de begroting van het ministerie van Economische Zaken zal goedkeuren. (Applaus op de banken van de meerderheid.)

M. le Président. — La parole est à M. Sondag.

M. Sondag. — Monsieur le Président, chers collègues, mon intervention portera principalement sur trois sujets qui me préoccupent tout particulièrement dans le cadre des compétences du ministre des Affaires économiques en ce qui concerne tout d'abord la sauvegarde de l'industrie du textile en Wallonie, ensuite l'actualisation de la politique de l'index, enfin, la participation du Fonds européen de développement économique et régional dans des programmes de développement global et intégré des zones rurales du sud-est belge.

J'évoquerai aussi la régionalisation des statistiques agricoles.

Intervenant tout d'abord à propos de l'industrie textile, je voudrais rappeler que le dernier accord de gouvernement de mai 1980 prévoit l'élaboration rapide d'un plan quinquennal pour l'industrie du textile.

Déjà en octobre 1979, la communication gouvernementale annonçait que les études dans l'industrie textile, menées en collaboration étroite avec les organisations patronales et syndicales, aboutiraient prochainement à un plan quinquennal.

En février 1978, la communication du gouvernement concernant « une nouvelle politique industrielle » portait que, dans le secteur du textile, les produits de qualité devraient être préférés. Et, quelques jours plus tard, dans votre réponse dans le débat parlementaire se rapportant à cette même communication gouvernementale, vous précisiez les quatre objectifs de la restructuration des secteurs traditionnels comprenant le textile, et vous annonciez le renforcement du dynamisme du secrétariat de concertation sectorielle.

Où en sommes-nous, en juin 1980, soit plus de trois ans après des solennels engagements de participation au redressement d'un secteur aussi important que celui du textile ?

Il y eut, certes, en mai 1978, la création de la Société « financière de l'industrie textile », à l'initiative de l'Etat belge et de la Société nationale d'investissement qui, ensemble, détiennent près de 86 p.c. des titres et cette société couvre les zones wallonnes de Mouscron, du Brabant wallon et de Verviers.

Malheureusement, par manque de liquidités, certains plans d'investissement ont démarré avec retard, compromettant fatalement les résultats d'exploitation, notamment par un alourdissement insupportable des frais financiers, malgré la qualité des produits et l'existence d'un marché jusqu'au niveau international.

Ce fut le cas tout particulièrement pour la Filature Van Hoegaerden-Boonen à Cérœux-Mousty dont la restructuration financière fut sollicitée en 1977 déjà et qui, à la suite de tergiversations diversement motivées, fut déclarée en faillite le 19 mai 1980. Il ne peut cependant être question de l'abandonner.

Ceux qui ont vécu ou qui ont suivi de près cette évolution, ont le droit, Monsieur le Ministre, d'être sévères à l'égard des responsables gouvernementaux et parfois même à d'autres niveaux, bien plus préoccupés, me semble-t-il, d'orientations doctrinales que d'efficacité économique et sociale !

Et les tergiversations se prolongent.

Le relais minimal assuré par le budget régional doit donc être repris et amplifié par le budget national et cela dans les meilleurs délais, de façon à ne pas handicaper davantage la survie de certaines entreprises.

Il s'agit de milliers d'emplois, également en Wallonie.

A la Chambre vous aviez annoncé, Monsieur le Ministre, que le gouvernement prendrait ses décisions dans le courant du mois de juin au sujet des mesures concrètes contenues dans le plan définitif.

Or, nous sommes dans la seconde quinzaine de juin et vous n'avez pas encore saisi la table ronde du textile de vos propositions de plan quinquennal.

Aussi, je vous demande formellement de réunir cette table ronde encore avant la fin de ce mois et de prendre les décisions d'application avant les vacances gouvernementales et, d'ici là, sans attendre la réalisation d'éventuelles opérations de restructuration, de procéder à l'octroi d'avances indispensables.

Retarder davantage ces décisions aboutirait fatalement à condamner cette industrie en Wallonie. Cela me paraît impensable de la part d'un ministre national des Affaires économiques.

Je compte donc sur une réponse formelle et rassurante, m'étonnant par la même occasion que vous n'ayez pas encore donné suite à une demande d'audience exprimée il y a plus de huit jours par le bureau du Conseil économique régional de Wallonie.

J'aurais volontiers parlé aussi de l'important secteur de la sidérurgie.

Mais étant donné que mon collègue Robert Conrotte en a traité longuement, il y a quelques semaines, je ne m'y arrêterai pas aujourd'hui.

Cependant, je serai très attentif aux réponses que vous donnerez à M. de Wasseige, qui a soulevé un certain nombre de questions pertinentes.

Une seconde préoccupation porte sur la politique de l'indexation des salaires qu'il faut poursuivre, bien sûr, tout en apportant cependant certaines corrections que je situerai sur deux plans : tout d'abord, dans son application, ensuite dans la structure même de l'index.

Appliquer l'indexation à l'ensemble des rémunérations, sans plafonnement, aboutit à creuser les écarts, tout au moins en valeur brute, car il est vrai que par la progressivité de l'impôt, les suppléments de revenus entraînés par l'indexation peuvent finalement échapper, tout au moins en partie, aux intéressés. Raison de plus, me semble-t-il, pour ne pas imposer ces charges superflues aux entreprises privées et aux institutions publiques, principalement parmi les institutions subordonnées ou parastatales qui ne bénéficient pas directement des retombées fiscales.

La seconde réforme que je préconise vise la modernisation périodique de la structure de l'index des prix du détail. La dernière adaptation remonte à 1975 et la précédente à 1971. Il serait donc indiqué d'actualiser notre index en engageant immédiatement une nouvelle enquête sur la consommation des ménages, en veillant à distinguer, d'une part, les produits alimentaires de base, généralement indigènes et, d'autre part, les produits exotiques de substitution ou de complément.

Sur base d'une étude de l'Institut économique agricole, nous pouvons déjà affirmer que les coûts des produits alimentaires évoluent plus lentement que l'ensemble des prix à la consommation.

Dans ce même ordre d'idées, nous pourrions aussi justifier une indexation des prix payés aux producteurs agricoles; cette méthode serait finalement plus équitable que les compromis arbitraires ou politiques qui déterminent les prix agricoles au niveau européen, sans tenir compte équitablement des charges très variables par pays.

C'est ainsi qu'en Belgique, de 1962-1964 à avril 1980, les prix payés aux agriculteurs ont augmenté de 66 p.c. alors que les prix payés par les agriculteurs augmentaient eux de 142 p.c., tandis que — par suite de la pression exercée sur les prix agricoles — les produits alimentaires connaissaient une hausse de 132 p.c. et l'ensemble des prix à la consommation augmentait de 156 p.c.

Ces résultats démontrent que les agriculteurs ne reçoivent pas leur part, étant victimes d'une politique surannée et injuste de lutte contre l'inflation. Les efforts doivent se porter en d'autres secteurs pour être efficaces.

Il s'impose donc, Monsieur le Ministre, d'actualiser cet instrument de mesure du coût de la vie, en révisant l'impact de certains autres produits et je pense, entre autres, au coût énergétique et pétrolier en particulier.

Une troisième préoccupation vise la participation du Fonds européen de développement économique et régional à la réalisation de programmes de développement global et intégré dans le sud-est belge.

La part belge dans l'utilisation de ce fonds devrait être amplifiée, actuellement 1,37 p.c. de 950 millions d'unités de compte, d'autant plus que l'affectation agricole, en l'occurrence en faveur de régions agricoles défavorisées, est limitée à 8 p.c. de la part belge, soit quelque 40 à 50 millions de francs belges.

Aussi est-il impérieux d'assurer le maximum de cohérence aux actes projetés dans le programme en voie d'élaboration fort avancée.

Certes, ce programme a été tout d'abord envisagé pour la province de Luxembourg; mais il me paraît justifié de l'étendre à l'ensemble des zones défavorisées, en insistant pour que les corrections soient apportées de façon à inclure globalement les communes dès qu'une section de commune est susceptible d'être intéressée.

En ce domaine aussi, les tergiversations d'ordre communautaire sur le plan belge doivent cesser. Il ne suffit pas de mettre en place un dispositif législatif. Encore faut-il l'appliquer et le faire correctement.

Je terminerai mon intervention, Monsieur le Ministre, en demandant que toutes les statistiques agricoles soient présentées par région, y compris en ce qui concerne le commerce extérieur.

Quant aux statistiques provinciales se rapportant au Brabant, elles devraient dans tous les cas être scindées suivant les arrondissements.

Ce sont des modulations qui s'imposent dans la voie de la régionalisation de notre pays, même si, pour l'essentiel, le secteur agricole n'est pas régionalisé. Il est, tout de même, des indications utiles à percevoir par régions, provinces et arrondissements.

J'espère, Monsieur le Ministre, que vous voudrez bien répondre à mes différentes questions et observations. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van Elsen.

De heer Van Elsen. — Mijnheer de Voorzitter, geachte collega's, reeds tijdens zijn inleidende uiteenzetting voor de commissie voor het bedrijfsleven van de Kamer van volksvertegenwoordigers, die naar onze mening dateert van de periode van de vorige regering, heeft de minister zijn ongerustheid over de economische toestand op dat ogenblik en over de evolutie van de algemene conjunctuur voor de komende jaren, niet onder stoelen of banken gestoken.

Wij zijn inmiddels enkele maanden verder en alle tekenen wijzen erop dat er zeker geen verbetering in het vooruitzicht is, integendeel, dat indien er geen dringende en zelfs drastische maatregelen worden vooropgesteld, het stuk welvaart en welzijn waarover zo vaak wordt gesproken — ook door de minister — wel eens in gevaar zou kunnen komen.

Volgens de maandnotities over de economische toestand van de Hoge Raad voor het Bedrijfsleven zijn vanaf april de economische vooruitzichten en verwachtingen van de ondernemingshoofden en van de gezinnen pessimistischer geworden.

Deze prognoses worden in het overzicht van de economische conjunctuur einde mei 1980 van het ministerie van Economische Zaken bevestigd.

De door de Nationale Bank opgestelde conjunctuurcurve, die sedert het eerste kwartaal van 1979 een voortdurende stijging vertoonde, zakte plots einde april. Indices zoals de autoverkoop en de aanvragen voor bouwtoelatingen, die beiden in april en mei een flinke terugloop zouden hebben gekend, bevestigden de onrustwekkende tendens.

Terecht heeft naar onze mening, de minister bij de afsluiting van het Kamerdebat over deze begroting, gesteld dat hij vreest dat wij slechts aan het begin van de economische crisis staan. Het is in dit licht dat wij deze begroting van Economische Zaken voor het jaar 1980 — waarvan ondertussen reeds de helft opgebruikt is — willen trachten te benaderen.

Tijdens de bespreking in de Kamer heeft de minister in antwoord op een betoog van de heer Bernard, gezegd dat hij geen voorstander is van een doctrinaire of ideologische oorlog, en dat het er voor hem vooral op aan komt het sinds jaren ingeluide beleid voort te zetten.

Wij kunnen ons echter niet ontdoen van de vraag of de voorliggende begroting, die werd opgesteld tijdens de vorige regering, en die derhalve de verwoording zou moeten zijn van het economisch beleid van deze regering, ook nog de vertolking is van het huidige regeerprogramma. Zeer vele programmapunten zijn wel gebleven, maar in de strijd tegen de economische crisis werden, sedert de intrede van liberale partners, toch enkele accenten duidelijk verlegd. En al verklaart de minister dan wel dat hij een jarenlang gevoerd beleid zal voortzetten, dan menen wij toch dat deze accentverschuivingen bepaalde wijzigingen in de zienswijze tot gevolg zullen hebben.

Ook wij zijn geen voorstanders van een doctrinaire of ideologische oorlog op een gebied waar eensgezind zou moeten worden gestreden om datgene te behouden wat we nog bezitten, maar het ligt voor de hand, dat er beleidslijnen moeten worden getrokken.

Wij durven ons dan ook terecht afvragen of de beleidsopties, die door de minister werden uiteengezet bij zijn inleiding van de begroting in de commissie voor het Bedrijfsleven van de Kamer, volledig worden bijgevalen door al zijn huidige regeringspartners. Wij veronderstellen inderdaad dat deze uiteenzetting plaatsvond tijdens de ambtsperiode van de vorige regering. De minister verwijst hierin onder andere zeer graag naar de anticrisiswet van 15 december 1978, waarover bij de bespreking ervan in het Parlement, de huidige liberale regeringspartners in het geheel niet te spreken waren.

Wij geloven niet, en verwachten het ook niet, dat de minister in deze kwestie vandaag een klaar en duidelijk antwoord zal willen of kunnen geven, maar wij durven wel aan onze collega's op de liberale banken vragen, welke hun houding ter zake is.

Hierop aansluitend willen wij toch onze bekommernis erover uitspreken dat in de beleidsvisie zo weinig aandacht wordt besteed aan het privé-initiatief. Bij vorige besprekingen hebben wij meermaals de aandacht gevestigd op deze spijtige tekortkoming. Waar het enerzijds duidelijk is dat, ingevolge de financiële tussenkomsten van de Staat en de toenemende rol van de gemeenschap in het industrieel leven staatscontrole en -inmenging verstevigd wordt, moet anderzijds zonder twijfel worden gewezen op de onvervangbare rol die het privé-initiatief tot op het ogenblik heeft gespeeld, en hopelijk in de toekomst nog zal spelen, in ons economisch leven.

Wij betreuen dan ook dat nergens met nadruk gewezen wordt op dit privé-initiatief en dat slechts op zeldzame plaatsen in deze begroting iets ingeschreven wordt ter stimulering van de persoonlijke inzet. Wel vinden we een aantal activiteiten ter ondersteuning van de KMO en dit inzonderheid via het Instituut voor Wetenschappelijk Onderzoek, zoals steun aan researchprojecten, een technologische adviesdienst,

rechtstreekse steun voor research en vereenvoudiging van de administratieve procedures. De KMO's moeten inderdaad worden beschouwd als één van de voornaamste hoekstenen van onze economie en verdienen dan ook heel wat meer dan wat hun wordt toebedeeld.

Wij durven toch te hopen dat de minister, naast een algemeen aangenomen waardering voor het overheidsinitiatief, de nodige aandacht zal blijven besteden aan het privé-initiatief. Wij menen inderdaad dat overheidsinitiatief zich vooral moet richten tot die domeinen waar de noodzaak van overheidstegemoetkoming zich doet gevoelen, of waar anders een monopoliepositie zou kunnen ontstaan ten nadele van de gemeenschap. Stimulering van het privé-initiatief zal ongetwijfeld bijdragen tot dynamisering van het economisch leven, wat zeer zeker de menselijke ontplooiing zal ten goede komen.

Een tweede probleem, dat ook bij de bespreking in de Kamer van volksvertegenwoordigers werd aangesneden, en waarop het antwoord eveneens voorbijgestreefd is, is dit van de bevoegdheidsverdeling, met andere woorden, het nationale en regionale aspect van de begroting.

In het commissieverslag van Mevr. Detiège wordt hierbij bijna steeds verwezen naar artikel 29 van het ontwerp van bijzondere gemeenschaps-wet, onder andere inzake de bevoegdheid van de gewesten, de omschrijving van het begrip « economisch beleid », het energiebeleid enz. Dit alles is volgens ons intussen vervallen.

Wel werden ministers en staatssecretarissen voor de gewesten benoemd. Wij zouden dan ook graag vandaag van de minister vernemen op welke basis deze bevoegdheidsverdeling nu werd geregeld, met andere woorden, willen wij twee concrete vragen stellen :

1° Worden al de in de begroting van Economische Zaken ingeschreven bedragen beheerd door de minister van Economische Zaken of werd de verantwoordelijkheid hierover voor een deel overgedragen naar één van de gewestelijke ministers of staatssecretarissen, en zo ja, welke ?

2° Welke economische bevoegdheden werden overgedragen van Economische Zaken aan gewestministers of -staatssecretarissen, of andersom ?

Onafgezien van de proceduremoeilijkheden, onder andere inzake het stellen van parlementaire vragen, waarvan wij verleden week zelf het slachtoffer werden op deze tribune, menen wij dat het Parlement het recht heeft te weten welke de bevoegdheidsafbakeningen zijn tussen de verschillende departementen. Graag kregen wij een antwoord op onze vragen waarvoor wij de minister nu reeds danken.

Hiermede besluiten wij dit meer algemene gedeelte van onze uiteenzetting. In het kort willen wij dan even stilstaan bij de energieproblematiek, inzonderheid bij het actueel probleem van de kernafval waarop wij dadelijk zullen terugkomen.

Reeds bij de bespreking van de regeringsverklaring hebben wij de aandacht van de regering, en speciaal deze van de Eerste minister, erop gevestigd dat er zo weinig concreets over de energieproblematiek in de regeringsverklaring voorkomt.

De problemstelling bleef beperkt tot het aspect van de besparing op de energierekening, wat zou moeten bijdragen tot het herstel van onze betalingsbalans. Het is inderdaad waar dat de prognoses voor de komende jaren wijzen op een zeer ongunstige evolutie van onze betalingsbalans. Dat de energierekening hierbij een voorname rol speelt en zal blijven spelen hoeft niet gezegd te worden, en dat naar de beperking van deze rekening moet worden gestreefd, hoeft al evenmin te worden betoogd. Wat wij echter wel jammer vinden — dat hebben wij ook tijdens de bespreking van de regeringsverklaring gezegd — is dat vrijwel enkel de vermindering van de energierekening als doelstelling voor de uitgestippelde energiepolitiek werd genomen.

Eén van de meest voor de hand liggende factoren die wij in niet geringe mate medebepalend zouden willen zien bij het vastleggen van het energiebeleid, is het leefmilieu.

Nog deze week werd Vlaanderen, vooral de streken van de Kempen en de kust, met dergelijk probleem geconfronteerd, zonder dan nog te spreken van de problematiek die zich voordoet in verband met de verontreiniging van het zeewater.

Wij zouden hier in dit kader kunnen spreken over de leefmilieu-problemen in verband met de steenkolenvergassing die in het vooruitzicht wordt gesteld, over de bouw van de snelle kweekreactoren en eventueel over de kernfusie. Gezien dit alles zich echter nog maar in het stadium bevindt, zullen wij ons beperken tot datgene wat nu de inwoner van dit land bezighoudt, namelijk de nucleaire afval.

Iedereen weet dat voor de hoogradioactieve afval zowel de huidige bewerkingsmethodes als de opslagmogelijkheden ver van ongevaarlijk zijn, met andere woorden, er is nog geen degelijke oplossing waarvan men kan zeggen dat zij voldoende waarborgen biedt van veiligheid voor het leefmilieu en zelfs voor de mens.

Wij durven de minister dan ook te vragen welke richting in de nabije toekomst zal worden gekozen voor het bergen van deze afval. Welke studies werden en worden ondernomen in dat kader en welke zijn de resultaten ?

Hieraan gekoppeld stellen wij ook opnieuw de vraag welk lot beschoren wordt aan Eurochemic. Ligt het nog altijd in de bedoeling van de regering om deze fabriek verder uit te bouwen voor de verwerking van de Belgische en naar men zegt ook andere kernafval ?

Wat er echter ook nu moge gebeuren, er moet volgens ons zo snel mogelijk naar worden gestreefd om een degelijke en volledige veilige berging te verzekeren voor al de nucleaire afval, ook voor de afval die nog steeds op de terreinen in de Kempen is opgestapeld, wat niet van gevaar is ontbloeit.

Het is onze mening dat niet in de eerste plaats op het ogenblik het uitbaten van kerncentrales als het nucleaire gevaar moet worden bestempeld maar dat het probleem van de afval het probleem en het gevaar is.

Wij vragen daarom bij voorrang de aandacht van de regering voor dit milieuprobleem dat reeds lang is gesteld. Het is wellicht omdat er geen direct negatieve resultaten te zien zijn, dat hierover wordt gezwegen en dat enkel bij een geheimzinnig transport de tongen loskomen. Het is een feit dat er in Mol en Dessel nucleaire afval is opgestapeld en dat er op deze plaatsen evenveel gevaar dreigt, zoniet meer, dan vijf kilometer onder de zeespiegel in de Golf van Gascogne.

Wij zouden met deze korte beschouwing inzake een naar onze mening belangrijk aspect van het milieubeleid dit hoofdstuk willen afsluiten met nogmaals een beroep te doen op de regering om het beloofde energiedebat in het Parlement te bespoedigen.

Het was nog ten tijde van wijlen minister Oleffe dat de regering beloofde dit open debat zonder verwijl in het Parlement te houden.

Van het resultaat van dit debat zouden een aantal belangrijke beleids-beslissingen afhangen, onder andere de genoemde overname van Eurochemic. Wij staan op het ogenblik reeds vijf jaar verder. Talrijke beslissingen moesten intussen reeds worden genomen zonder debat, dan wanneer dit eigenlijk moest gebeuren na het energiedebat, maar wegens hun dringend karakter werden die beslissingen toch genomen.

Wij menen dat het Parlement, dit wil zeggen Kamer en Senaat, in de mogelijkheid moet worden gesteld om zich nog dit jaar over dit beleid uit te spreken.

Wij zouden tot slot van onze uiteenzetting nog enkele losse beschouwingen willen maken en ook enkele vragen willen stellen.

Verleden week heeft de commissie voor de Financiën de bespreking aangevat van een ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 17 juli 1959 inzake de economische expansie.

Het ligt in het geheel niet in onze bedoeling om hierover uit te weiden, want er zal in de commissie voldoende worden over gepraat, maar wij zouden toch graag van de minister wat uitleg willen krijgen over de getallen die in de memorie van toelichting worden gegeven.

In de eerste plaats worden cijfers gegeven inzake de toestand van het beroep doen op staatswaarborg bij toepassing van de wetten inzake de economische expansie.

De cijfers zijn als volgt : 9 pct. voor Vlaanderen, 71 pct. voor Wallonië en 20 pct. voor Brussel. Dit is de toestand per 30 september 1979.

Anderzijds bedraagt het totaal van de door de Staat gewaarborgde kredieten plusminus 49 miljard voor Vlaanderen of 41 pct., plusminus 66 miljard voor Wallonië of 55 pct. en 5 miljard voor Brussel of 4 pct.

Op het eerste gezicht komt het ons voor dat in deze materie met twee maten en twee gewichten wordt gemeten. Onze vraag luidt dan ook : is er een reden voor deze voor Vlaanderen nadelige toestand en kan die op de een of andere wijze worden verholpen ?

De heer Claes, Minister van Economische Zaken. — Mijnheer Van Elsen, ik heb iets in uw uiteenzetting niet helemaal begrepen.

Hebt u cijfers geciteerd die verband houden met de expansiewetgeving voor 1959 alleen of ook voor de jaren zeventig ? Ik vraag u die toelichting om straks nauwkeuriger te kunnen antwoorden.

De heer Van Elsen. — Mijnheer de Minister, ik heb de cijfers gehaald uit de memorie van toelichting bij het ontwerp van wet dat nu in bespreking is in de commissie voor de Financiën.

Daar staan twee tabellen in vermeld. De eerste tabel is afgesloten op 30 september 1979 en die gaat over het aantal aanvragen tot waarborg. De tweede tabel gaat over de verschillende toepassingen van de vier wetten samen.

De heer Claes, Minister van Economische Zaken. — Wat u nu citeert is dus de optelling van die cijfers ?

De heer Van Elsen. — Inderdaad, Mijnheer de Minister.

Een tweede vraag — daar zij reeds werd gesteld door de heer Van den Eynden, vraag ik u mij te verontschuldigen voor de herhaling — betreft de herziening van het revisoraat.

In het kader van een degelijke voorlichting van de ondernemingsraden werden reeds in het jaar 1970, zowel op Europees als op Belgisch vlak initiatieven genomen vooral met het doel te komen tot een degelijke financiële en economische informatie van de ondernemingsraden.

De EEG-Commissie heeft te dien tijde ter zake een richtlijn verstrekt aan de Lid-Staten, terwijl in 1972 de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven betreffende deze richtlijn een gunstig advies uitbracht en een bijgevoegd advies gaf inzake de herziening van het statuut van het revisoraat. Ook in de commissie voor Economische Zaken van de Senaat werd te dien tijde de bespreking aangevat, maar deze is zonder resultaat gebleven.

Wij hebben zelfs meerdere malen aangedrongen om het onderwerp opnieuw te bespreken. Intussen hebben wij vernomen dat in de Kamer van volksvertegenwoordigers een parlementair initiatief ter zake werd genomen door de heer Van de Brande. Wij geloven inderdaad dat het meer en meer noodzakelijk wordt de financiële en economische informatie van de ondernemingsraden op een degelijke manier te organiseren. Hiervoor is de hervorming van het revisoraat noodzakelijk.

Hoewel het zeker niet in onze bedoeling ligt enige afbreuk te doen aan de degelijke en gewaardeerde werking van het huidige Instituut voor Bedrijfsrevisoren, toch hopen wij dat de regering weldra een initiatief zal nemen.

Mogen wij, zoals de heer Van den Eynden reeds deed, aan de minister vragen welke de stand van zaken is en wat de regering voornemens is in dit kader te doen?

Het lag niet in mijn bedoeling om vandaag weer het SCK te Mol ter sprake te brengen, maar twee redenen brengen er ons toe dit toch te doen.

In de eerste plaats zijn er de diverse uitspraken van de minister zelf ter gelegenheid van de commissievergadering in de Kamer van volksvertegenwoordigers en in de tweede plaats is er de hetze die betreffende dit centrum van Franstalige kant weer wordt ontketend en die culmineert in een artikel in *Le Soir* van 2 juni jongstleden. Wanneer wij de verklaringen van de minister mogen geloven, dan blijft de activiteit van het SCK gewaarborgd.

In het verslag van Mevr. Detiège, op bladzijde 23, lezen we het volgende: « In dit verband zal het Studiecentrum voor Kernenergie worden omgevormd tot een polyvalent instituut voor toegepast onderzoek inzake energie en ontwikkeling, en *engineering* anderzijds. » Wij menen echter ook dat deze verklaring werd afgelegd onder de vroegere regering.

Van Franstalige kant schijnt men het met deze visie niet eens te zijn. Recente uitlatingen van de Waalse Economische Raad wijzen ook duidelijk in deze richting. De uiteenzetting van de heer de Wasseige heeft dit nogmaals bevestigd. Alhoewel wij de heer de Wasseige er in dit verband willen op wijzen dat de geschiedenis van de oprichting van het IRE en het INIEX heel wat andere bladzijden bevat dan die welke hij zo juist heeft beschreven.

Bij de oprichting van het SCK werden bepaalde akkoorden afgesloten betreffende het statuut en andere aangelegenheden. Er werd ook in compensaties voorzien voor Wallonië dat op dat ogenblik, gezien het zagezegde gevaar, weigerde een dergelijk instituut op zijn grondgebied te vestigen. Op het moment van de oprichting van het IRE werden in dit kader en in deze vergadering door diverse Franstalige ministers van Economische Zaken uit alle partijen beloften afgelegd die in het geheel niet werden nageleefd, onder andere inzake de activiteiten van dit instituut. Zowel het IRE als het INIEX, zijn instellingen die werden opgericht onder impuls van Franstalige kaderleden van het SCK die obstinaat weigeren zich aan te passen aan de streek waar zij werden tewerkgesteld, dit in tegenstelling met de Vlamingen die zich in Wallonië moeten vestigen. Dit ter attentie van de heer de Wasseige!

Wij zouden van de minister willen vernemen of de stellingen die hij in de commissie naar voor bracht geldig blijven, en zoniet, in welke richting zijn keuze gaat.

Ik wil zeer kort nog twee vragen stellen over actuele problemen.

Ten eerste, lezen wij in de dagbladen dat er weer onrust heerst in de Verlica-bedrijven. Graag zouden wij van u vernemen hoe de stand van zaken is in de glasverpakkingnijverheid en in het bijzonder in het bedrijf Verlica dat een vestiging heeft in Merksem en Mol.

Een tweede vraag betreft mijn interpellatie die ik bijna een jaar geleden heb gehouden over de taaltoestanden in de commissie van de oriëntatie en coördinatie van overheidsopdrachten. U hebt toen beweerd niet op de hoogte te zijn van de verdeling van de mandaten in het ministerie van Economische Zaken. U zei ook naar een oplossing te

zullen zoeken. Is deze oplossing intussen gevonden en is de taalpariteit in deze commissie weergekeerd? (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Nutkewitz.

De heer Nutkewitz. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, collega's, ik voel mij enigszins bedrukt omdat ik in deze uitermate moeilijke omstandigheden met mijn bedenkingen voor de dag kom, daar ik weet, Mijnheer de Minister, dat u vandaag nog heel wat andere katten te geselen hebt en dat ik veel collega's er waarschijnlijk van weerhoud nu de hongerige mens te spijzen. Sta mij toch toe u deelachtig te maken in inkele overwegingen.

In de bespreking van de begroting van Economische Zaken kwam de grote bezorgdheid over de slechte economische toestand van ons land ten zeerste tot uiting.

De vertraging van de industriële en economische groei, de voortdurende en forse stijging van het aantal werklozen, de ontplofing van de olieprijs en de intrede op de wereldmarkt van nieuwe industriële concurrenten roepen openlijk de vraag op of de inmenging van de overheid om de industrie te controleren en aan de investeringen een juistere richting te geven nog moet vergroten.

Van bepaalde kanten wordt van de overheid een actievere tussenkomst in het ondernemingsleven geëist, alhoewel deze reeds meer dan de helft van het nationaal inkomen bedraagt.

De enen rechtvaardigen de staatssteun omdat zij betwijfelen dat natuurlijke marktwetten alleen diepgaande structurele veranderingen kunnen teweegbrengen. Zij verwachten gewoonweg door de overheid te worden geholpen wanneer zij in moeilijkheden verkeren.

Anderen beschuldigen, uit zuiver ideologische redenen, het huidige economisch systeem in al zijn vormen en eisen voor de Staat volledige bevoegdheid. Zij zien niet of willen niet de gevolgen ervan inzien op de persoonlijke vrijheid, het nemen van initiatief en de risicodurf. Zij voelen behoefte aan volstrekte bestaanszekerheid en streven naar een absolute geborgenheid.

De weerstand aan de uitbreiding van de staatsinmenging stoelt op de overtuiging dat de overheid zeker niet beter ingelicht is over de eventuele ontwikkeling van de handelsmarkten dan over haar eigen programmawetten en investeringsplannen.

Wij hebben reeds verscheiden « vijfjarenplannen » gehad; thans hebben we het « vijfjarenplan 1981-1985 » omringd en verrijkt met het plan-Spitaels, het plan-De Wulf, het plan-Claes, het plan-Califice, het plan-Mathot, voorzeker allemaal aanbevelenswaardige, oratorische en statistische inspanningen.

De planning heeft tot dusver in ons land weinig of niets bijgedragen tot het verwezenlijken van de belangrijke bekommernis om tussen de verschillende mogelijke politieke systemen datgene te kiezen waarmee de gekozen doelstellingen — bevordering van de economie, scheppen van een gunstig sociaal-economisch klimaat, krachtige bestrijding van de werkloosheid — het best kunnen worden verwezenlijkt.

De voorgelegde programma's en plannen zijn in het algemeen gekenmerkt door een zeer ontoereikende beschrijving van de middelen, zelfs deze op financieel gebied, buiten beschouwing latende dat van vele organismen de bevoegdheid en middelen elkaar doorkruisen en dat dit alles nog overgoten is met een dikke regionale saus, zodat wij helemaal in allerlei imbrogljo's verstrikt geraken.

Daarenboven zijn de in deze plannen vervatte vooruitzichten en doelstellingen te vaak ingegeven door bekommernissen van politieke opportuniteit. Dikwijls werden prioritaire doelstellingen op langere termijn opzij geschoven om vraagstukken te behandelen die door de sociaal-economische en politieke actualiteit en door pressiegroepen naar de voorgrond worden geschoven.

Dat er tekortkomingen of onvolmaaktheden in het vrije marktsysteem bestaan is zeker, maar het vergelijken met een soort ideaal systeem dat niet bestaat, tenzij in de handleidingen van bepaalde theoretici om meer staatsinterventie te verlangen, is je reinste onzin.

Zelfs de Staat kan geen vooruitzichten op lange termijn bepalen, want mochten deze vooruitzichten door de feiten worden tegengesproken, dan zouden investeerders, die op de verstrekte inlichtingen zouden hebben gesteund, de Staat ter verantwoording kunnen roepen. Trouwens hoe zouden bureaucraten, die persoonlijk nooit de rampzalige gevolgen van verkeerde vooruitzichten moeten ondergaan, beter lukken dan privé-investeerders die, bij mislukking have en goed verliezen, bankroet kunnen gaan en daarom zo zorgvuldig mogelijk de perspectieven van welslagen van elk privaat ontwerp onderzoeken.

De overheid gaat ervan uit dat zij nu eens gaat zeggen hoe de ondernemingen het moeten doen, alsof de ondernemingen niet dage-

lijks geconfronteerd worden met de werkelijke gang van zaken. En daar waar de overheid is tussen beide gekomen of zelf initiatieven heeft genomen, zijn deze uiterst zelden met succes bekroond. Denk maar in een recent verleden aan « Marie Thumas », « De Kempen », de scheepsnijverheid, de scheepsherstellingen, de staalnijverheid enz.

Belangrijke structurele vraagstukken, zoals de energiecrisis en de moeilijkheden in de staalsector, werden niet tijdig onderkend. Wij wachten nog steeds op de debatten hierover. De huidige wereld ondergaat een grondige en snelle evolutie op technologisch, structureel en moreel vlak. Elke economische en industriële groei verlangt structurele veranderingen van de produktie en van de tewerkstelling.

Stilaan verplaatsen zich de bronnen van de zuiver industriële sector naar de meer moderne sector van de dienstverlening. Binnen de industriële sector gaat de verschuiving van een produktie met groot ongeschoold arbeidspotentieel naar bedrijven die veel vooronderzoek of vorsingswerk, veel menselijk en uitrustingskapitaal en weinig grondstoffen vergen.

Het streven naar de meest belovende activiteiten is de voornaamste zorg van particulieren met ondernemingsgeest, met verbeelding, met risicodurf, die nieuwe produkten durven lanceren, denk maar aan micro-elektronica, miniaturisatie van apparaten, telecommunicatiesystemen. Dit zijn daarenboven nog energiebesparende en milieuvriendelijke bedrijvigheden.

Wij moeten naar meer vernieuwing. Vernieuwen in de procédés die vermindering van kostprijs meebrengen, besparing of recyclage van niet-hernieuwbare bronnen beogen.

Tierzelfde tijd moeten nieuwe produkten en artikelen worden uitgevonden.

Nieuwe investeringsgoederen verlangen op hun beurt nieuwe produktiemethoden die de produktiviteit dermate verhogen, dat zij onze hoge loonlasten kunnen dragen en niet naar lage loonlanden moeten verhuizen. Deze toekomstdragende activiteiten moeten worden gesteund.

Op informatiegebied kan en moet de overheid een belangrijke rol spelen. Langs haar vele instellingen en door haar aanwezigheid in vele internationale instanties kan zij het bedrijfsleven inlichten over de macro-economische ontwikkelingen. Al deze organismen moeten niet passief blijven. Door welgerichte publiciteit kunnen zij hun doel en middelen aan de ondernemingen bekendmaken. Dit geldt vooral voor de ondersteuning van de kleine en middelgrote ondernemingen.

Door bijsturing moet het mogelijk zijn een doeltreffender en samenhangender economisch-sociaal beleid te voeren opdat de privé-sector in staat zou worden gesteld met meer kennis van zaken beslissingen te treffen. De strategie van de overheid en die van de privé-sector moeten naar elkaar toegroeien en niet van elkaar afwijken.

Er zijn dus argumenten voor een actieve steun of begeleidingspolitiek om investeringen te stimuleren, zelfs op lange termijn, voor deze industrieën die toekomstgericht zijn, maar niet voor die welke zich defensief opstellen.

Sommige ondernemingen wachten te lang met vernieuwingen of weigeren ze zelfs te overwegen, overtuigd als ze zijn dat, wegens het behoud van de tewerkstelling op korte termijn, de Staat hun geen ondersteuning zou durven weigeren. Maar dat is structuurbestendigheid en niet vernieuwend.

Slechts wanneer een onderneming in moeilijkheden een degelijk plan uitwerkt om zijn verouderde installaties te vervangen en zich te herstructureren, mag staatshulp ingeroepen en ingebracht worden.

De hulp van staatswege vervangt de traditionele keuze tussen « heraanpassing » of « bankroet ».

Door de internationalisering van het maatschappelijk leven worden de geïndustrialiseerde landen thans geconfronteerd met diepgaande wijzigingen in hun concurrentiële positie van de groeioploontwikkelingslanden.

Onze exportstructuur is in grote mate onaangepast aan de internationale vraag. Door de energiestijging moeten we rationaliseren. We moeten herstructureren om gevorderde en duurzame produkten met hoge toegevoegde waarde te kunnen leveren.

Ons doel is drievoudig.

Ten eerste, we moeten heraanpassen voor de produktie.

Ten tweede, we moeten ons richten naar de nieuwe markten, zoals het Middenoosten en het Verre Oosten.

Ten derde, we moeten ons herscholen wat arbeidspotentieel betreft.

Inzake de heraanpassing van onze produktie is er een uiteenlopende ontwikkeling bij de halffabrikaten en de niet-duurzame consumptiegoederen enerzijds, en investeringsgoederen anderzijds.

Wij moeten onze exportpolitiek herrichten op deze landen waarvan wij onontbeerlijke grondstoffen invoeren. Als toeleveraar van halfafgewerkte artikelen aan andere geïndustrialiseerde landen, onze partners in de EEG, zijn wij kwetsbaar, omdat hun industriële produktie hun eigen binnenlandse vraag voldoet en met de onze kan concurreren. Wij zijn te afhankelijk en te eenzijdig gespecialiseerd, zowel in produkten die sterke en toenemende concurrentie ondervinden van opkomende industrielanden, als in activiteiten met lage scholingsgraad en anderzijds een geringe internationalisatie in matig kapitaalintensieve activiteiten met hoge scholingsgraad.

De internationale specialisatie van België in technologie-intensieve produkten en in belangrijke investeringsgoederen is de laagste van alle industrielanden.

In ons land moeten maatregelen worden genomen om de mobiliteit van de werknemers te vergemakkelijken.

De werkkrachten moeten aangespoord worden tot recyclage of omscholing en tot het aanleren van nieuwe ambachten door het in ere herstellen van de zin voor arbeid.

De meeste werklozen zijn laaggeschoolden. In Vlaanderen bijvoorbeeld hebben 84 pct. van de werkloze mannen alleen lager onderwijs genoten. Bij de vrouwen liggen de percentages iets gunstiger : 78 pct. van de werkloze vrouwen hebben slechts lager onderwijs gehad.

Bij ons stegen de loonkosten per geproduceerde eenheid in de periode van 1976 tot 1979 in totaal met 2,4 pct., terwijl er gemiddeld in de EEG een daling was met 5,5 pct.

De overheid moet dringend een algemeen gunstig sociaal-economisch klimaat bevorderen en tevens zorgen voor een opvoeding en opleiding aangepast aan de noden van deze tijd. Samenwerking tussen overheid en bedrijfsleven is noodzakelijk, maar machtsverdringing door staatsinterventie is verwerpelijk. Zij versmoort de werkelijke democratie.

In de loop van het jaar 1976 werd door de Amerikaanse Kamer van Koophandel een onderzoek gedaan bij de circa 1100 Amerikaanse ondernemingen in België.

Ongeveer 76 pct. van de ondervraagden antwoordden dat het economisch en sociaal klimaat in België niet goed is, terwijl 56 pct. antwoordden dat de in België vervaardigde produkten over drie jaar niet meer zullen kunnen concurreren op de wereldmarkt.

Deze enquête werd gehouden in 1976, maar de resultaten ervan werden pas in 1979 bekendgemaakt.

Dit wil zeggen dat wij voor een moeilijke periode staan waarin onze produkten het zeer zwaar zullen hebben op de internationale markt.

Volgens 88 pct. van de ingezonden antwoorden liggen de lonen en bijkomende voordelen, evenals de totale loonlasten per hoofd, in ons land boven het peil van gelijkaardige fabrieken in de reste van Europa.

Mijnheer de Minister, een vastberaden politiek, geïnspireerd door de economische marktwetten, zonder vrees gericht op de toekomst en met aanpassing aan structurele veranderingen, een stevige verhoging van de scholingsgraad van het menselijk potentieel, zullen de belangen van volk en Staat dienen.

Dit is gemakkelijker gezegd dan gedaan, maar de dwingende noodzakelijkheid om het te doen is onvermijdelijk in een wereld waar alle landen economisch met elkaar verbonden zijn en waar bepaalde regeringen er een zeer agressieve politiek van groeiende concurrentie op na houden.

Het is een zware opgave, maar wij rekenen op u, Mijnheer de Minister, op uw vastberadenheid en op uw persoonlijke inzet om samen met uw collega's deze uitdaging het hoofd te bieden voor het welzijn van onze bevolking. (Applaus op de banken van de meerderheid.)

De Voorzitter. — Dames en Heren, ik stel voor nu onze werkzaamheden te onderbreken. Wij zullen de bespreking van deze begroting vanmiddag verder zetten.

De afdeling Economische Aangelegenheden komt opnieuw in openbare vergadering bijeen te 14 uur.

La section des Affaires économiques se réunira, en séance publique, cet après-midi à 14 heures.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(La séance est levée à 12 h 40 m.)

(De vergadering wordt gesloten te 12 u. 40 m.)

1842